

RAPPORT SEMESTRIEL 2017

Le présent rapport financier semestriel est établi conformément au III de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier. Il comprend un rapport semestriel d'activité pour la période allant du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017, les comptes consolidés du Groupe Bureau Veritas au 30 juin 2017, le rapport des commissaires aux comptes et la déclaration des personnes responsables du document.



**BUREAU
VERITAS**

SOMMAIRE

1.	Rapport semestriel d'activité au 30 juin 2017	3
1.1.	Note préliminaire	3
1.2.	Faits marquants du premier semestre 2017	3
	1.2.1. Montée en puissance des Initiatives de Croissance, qui compensent les activités en cycle baissier	3
	1.2.2. Mesures proactives de gestion des coûts	4
	1.2.3. Quatre acquisitions stratégiques, toutes à l'appui des Initiatives de Croissance	4
1.3.	Evolution de l'activité et des résultats	5
	1.3.1. Chiffre d'affaires	5
	1.3.2. Résultat opérationnel	6
	1.3.3. Résultat opérationnel ajusté	6
	1.3.4. Résultat financier	7
	1.3.5. Impôt sur les résultats	7
	1.3.6. Résultat net part du Groupe	8
	1.3.7. Résultat net ajusté part du Groupe	8
	1.3.8. Résultats par Activité	8
1.4.	Flux de trésorerie et financement	13
	1.4.1. Flux de trésorerie	13
	1.4.2. Financement	15
1.5.	Description des principaux risques et incertitudes pour les 6 mois restants de l'exercice	19
1.6.	Transactions entre parties liées	22
1.7.	Perspectives	22
1.8.	Evènements postérieurs à la clôture	22
	1.8.1. Financement	22
2.	Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2017	23
2.1	Etats financiers consolidés semestriels	23
	Compte de résultat consolidé semestriel	23
	Résultat global consolidé semestriel	24
	Etat de la situation financière consolidée semestrielle	25
	Tableau de variation des capitaux propres consolidés semestriels	26
	Tableau consolidé semestriel des flux de trésorerie	27
2.2	Notes aux états financiers consolidés semestriels résumés	28
	Note 1 : Informations générales	28
	Note 2 : Faits marquants du premier semestre 2017	28
	Note 3 : Principes et méthodes comptables	29
	Note 4 : Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS	30
	Note 5 : Saisonnalité	31
	Note 6 : Information sectorielle	32
	Note 7 : Éléments du résultat opérationnel	32
	Note 8 : Impôt sur le résultat	32
	Note 9 : Écarts d'acquisition	33
	Note 10 : Acquisitions et cessions	35
	Note 11 : Activités abandonnées	37
	Note 12 : Capital souscrit	37
	Note 13 : Paiements en actions	37
	Note 14 : Dette financière	39
	Note 15 : Garanties et cautions données	41
	Note 16 : Provisions pour risques et charges	42
	Note 17 : Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	42
	Note 18 : Résultat par action	43
	Note 19 : Dividende par action	44
	Note 20: Information complémentaire sur les instruments financiers	44
	Note 21 : Transactions avec les parties liées	49
	Note 22 : Événements postérieurs à la clôture	50
	Note 23 : Périmètre de consolidation	50
2.3	Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information semestrielle 2017 (période du 1er janvier au 30 juin 2017)	65
3.	Déclaration des personnes responsables du rapport financier semestriel	66

1. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2017

1.1. NOTE PRELIMINAIRE

Les lecteurs sont invités à lire les informations qui suivent relatives à la situation financière et aux résultats du Groupe avec les comptes semestriels consolidés du Groupe et leurs notes annexes au 30 juin 2017 figurant au Chapitre 2 du présent Rapport financier semestriel au 30 juin 2017, ainsi que les comptes consolidés du Groupe et leurs notes annexes au 31 décembre 2016, figurant au paragraphe 5.1 du Document de référence 2016.

En application du Règlement (CE) 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, les comptes consolidés de Bureau Veritas au titre du premier semestre 2017 et du premier semestre 2016 ont été établis conformément au référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union Européenne.

1.2. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2017

1.2.1. MONTEE EN PUISSANCE DES INITIATIVES DE CROISSANCE, QUI COMPENSENT LES ACTIVITES EN CYCLE BAISSIER

La Croissance organique enregistre une hausse de +1,3% au premier semestre (« S1 ») 2017, dont +0,8% au premier trimestre (« T1 »). Ajustée des effets calendaires, la croissance affiche des tendances similaires au deuxième trimestre (« T2 ») comparé au premier. La baisse de la Marine a eu un impact négatif de 1.2 points sur la croissance organique du T2.

Au S1 2017, les activités relatives aux Cinq Initiatives de Croissance ont accéléré leur rythme de croissance organique à +7,1% (contre +4,6% au T1). Elles ont contribué à hauteur de 2,0 points à la croissance organique du Groupe. Les Initiatives Automobile (+26,7%), SmartWorld (+12.9%) et Opex (+7.1%) affichent les meilleures performances.

Les autres activités enregistrent une contribution négative à la croissance organique du Groupe, à hauteur de 0,7 points. Cette situation s'explique principalement par le repli de certains marchés, dont Marine & Offshore (8% du CA du Groupe) et les activités liées au Capex Pétrole & Gaz. Ces dernières, dont le poids représente moins de 5% du CA du Groupe, ont encore reculé de 12% au S1 2017.

L'ensemble de ces chiffres confirme les efforts du Groupe en faveur des Initiatives de Croissance, qui apportent la croissance additionnelle et la diversification visées par le Groupe.

1.2.2. MESURES PROACTIVES DE GESTION DES COÛTS

Le Groupe continue d'ajuster sa base de coûts pour les activités confrontées à des conditions de marché difficiles, notamment pour les segments liés aux matières premières (Pétrole & Gaz, partie amont des Métaux & Minéraux et Services aux Gouvernement) et à la Marine & Offshore. Par ailleurs, Bureau Veritas réalise des efforts structurels afin d'améliorer sa marge dans le futur. Cela conduit le Groupe à enregistrer des frais de restructuration à hauteur de 31,4 millions d'euros au S1 2017, essentiellement des réductions d'effectifs, afin de protéger la marge dès le second semestre 2017.

1.2.3. QUATRE ACQUISITIONS STRATEGIQUES, TOUTES A L'APPUI DES INITIATIVES DE CROISSANCE

Au S1 2017, le Groupe a réalisé quatre acquisitions représentant un chiffre d'affaires annualisé d'environ 100 millions d'euros, soit 2,2% du CA Groupe 2016. La croissance externe a atteint 3,3% au S1 2017, incluant la contribution des acquisitions réalisées en 2017 et de celles réalisées au cours du S2 2016.

- L'acquisition de Shanghai Project Management¹ a permis de réaffirmer la position de leader de Bureau Veritas dans la gestion de projets d'infrastructures et d'énergie en Chine.
- L'acquisition de Siemic² renforce la présence de Bureau Veritas dans les segments Automobile et SmartWorld, en Chine et aux États-Unis.
- L'acquisition de Schutter³ élargit la présence de Bureau Veritas dans les matières premières agricoles en Europe, en Amérique du Sud et en Asie, à travers d'importantes synergies avec le réseau actuel du Groupe.
- L'acquisition de CCC⁴ renforce le portefeuille de Bureau Veritas en matière de services de sécurité et de conformité à la Construction en Californie, un État qui a déjà largement adopté l'externalisation.

¹ Consolidation à compter de février 2017

² Consolidation à compter de janvier 2017

³ Consolidation à compter de mars 2017

⁴ Consolidation à compter de juin 2017

1.3. EVOLUTION DE L'ACTIVITE ET DES RESULTATS

<i>(millions d'euros)</i>	S1 2017	S1 2016	Variation
Chiffre d'affaires	2 360,1	2 221,4	+6,2%
Achats et charges externes	(690,4)	(640,3)	
Frais de personnel	(1 244,8)	(1 162,4)	
Autres charges	(138,7)	(115,2)	
Résultat opérationnel	286,2	303,5	-5.7%
Quote-part des sociétés mises en équivalence	0,5	0,4	
Résultat opérationnel après quote-part des sociétés mises en équivalence	286,7	303,9	-5.7%
Résultat financier	(60,7)	(43,4)	
Résultat avant impôts	226,0	260,5	-13.2%
Impôts sur les résultats	(80,0)	(93,6)	
Résultat net	146,0	166,9	-12.5%
Intérêts minoritaires	(10,1)	(7,3)	
Résultat net des activités abandonnées	(5,7)	-	
Résultat net part du groupe	130,2	159,6	-18.4%

1.3.1. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires a atteint 2 360,1 millions d'euros au S1 2017, en hausse de 6,2% par rapport au S1 2016.

La croissance organique enregistre une hausse de 1,3% au S1, avec des tendances similaires au T2 par rapport au T1 ajusté des effets calendaires. La baisse de l'activité Marine & Offshore a eu un impact négatif de 1.2 points sur la croissance organique du T2. Les importants succès commerciaux stimulés par les cinq Initiatives de Croissance, le repli plus modéré dans les activités Pétrole & Gaz, ainsi qu'un environnement de marché plus favorable dans la partie amont du secteur Métaux & Minéraux, constituent autant de facteurs qui ont participé au retour de la croissance organique du Groupe au T1 2017. L'ensemble des activités, à l'exception de Marine & Offshore, affiche une tendance en amélioration.

Par zone géographique, les activités en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique (43% du CA) enregistrent une croissance organique de 1,3%, qui traduit une absence de croissance en France - notamment due à un effet calendaire défavorable - et un léger recul en Europe de l'Est. En Asie-Pacifique, (31% du CA ; croissance organique de 0,6%), l'activité est impactée par la fin de larges contrats en Pétrole & Gaz et par la baisse de Marine & Offshore, néanmoins compensée par une bonne croissance en Chine et au Japon. Le continent américain (26% du CA ; croissance organique de 2,3%) enregistre une amélioration, soutenue par l'Amérique Latine, signe que la stratégie de diversification hors des marchés Pétrole & Gaz commence à porter ses fruits.

La croissance externe ressort à 3,3%. Elle provient de la contribution des acquisitions réalisées en 2017, en soutien de trois des cinq Initiatives de Croissance du Groupe, ainsi que la contribution des acquisitions réalisées au S2 2016.

Les variations des taux de change ont eu un impact positif de 1,6%, principalement du fait de l'appréciation du dollar américain et des devises corrélées, ainsi que de certaines devises de pays émergents face à l'euro, dont le Real Brésilien, qui ont plus que compensé la faiblesse de la Livre Sterling.

1.3.2. RESULTAT OPERATIONNEL

Le résultat opérationnel s'élève à 286,2 millions d'euros, en baisse de 5,7% par rapport aux 303,5 millions d'euros du S1 2016. A taux de change constant la baisse est de 6,4%.

1.3.3. RESULTAT OPERATIONNEL AJUSTE

Le Groupe suit en interne et publie un résultat opérationnel « ajusté » que la Direction juge plus représentatif de la performance opérationnelle dans son secteur d'activité, et qui offre l'avantage d'être un indicateur utilisé par la plupart des sociétés évoluant dans l'industrie du TIC.

Le résultat opérationnel ajusté est défini comme le résultat opérationnel avant prise en compte des produits et charges relatifs aux regroupements d'entreprises et aux autres éléments non récurrents (les « éléments non récurrents »).

<i>(millions d'euros)</i>	S1 2017	S1 2016	Variation
Résultat opérationnel	286,2	303,5	-5,7%
Amortissement des actifs incorporels	40,1	32,0	
Autres charges liées aux acquisitions	1,7	3,5	
Charges de restructurations	31,4	11,5	
Résultat opérationnel ajusté	359,4	350,5	+2,5%

Les éléments non récurrents s'élèvent à 73,2 millions d'euros, à comparer à 47,0 millions d'euros au S1 2016, et se décomposent de la façon suivante :

- 40,1 millions d'euros d'amortissement des actifs incorporels, en hausse par rapport au S1 2016 (32,0 millions d'euros) ;
- 31,4 millions d'euros de charges de restructurations, principalement pour les services aux gouvernements et les activités liées aux matières premières ;
- 1,7 millions d'euros de charges liées aux acquisitions (3,5 million d'euros au S1 2016).

Le résultat opérationnel ajusté s'élève à 359,4 millions d'euros, en hausse de 2,5% par rapport au S1 2016 et en progression de 1,4% à taux de change constants.

La marge opérationnelle ajustée s'élève à 15,2% au S1 2017, en baisse de 0,6 point par rapport au S1 2016, dont 0,1 point lié aux effets de change.

La baisse organique de la marge de 0,5 point provient essentiellement de l'activité Marine & Offshore, imputable à des niveaux d'activité en baisse pour la certification des équipements mais aussi pour les services offshore. Par ailleurs, la pression sur les prix et l'évolution du mix dans l'activité Industrie ont eu un impact estimé à 0,2 point sur la marge du Groupe. Cela s'explique par la contribution historiquement haute à la marge des activités Pétrole & Gaz *Capex*, mais aussi le profil de marge différent des contrats *Opex*, qui comportent une phase de montée de puissance au cours de laquelle le Groupe doit mobiliser des ressources pour mettre en œuvre le contrat. L'impact des pressions de nature cyclique a été en partie compensé par les bénéfices issus du programme d'Excellence opérationnelle du Groupe.

1.3.4. RÉSULTAT FINANCIER

<i>(millions d'euros)</i>	S1 2017	S1 2016
Coût de l'endettement financier brut	(47,8)	(43,5)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	1,1	1,2
Coût de l'endettement financier net	(46,7)	(42,3)
Ecarts de change	(10,9)	1,3
Coût financier des régimes de retraites	(1,3)	(1,5)
Autres	(1,8)	(0,9)
Résultat financier	(60,7)	(43,4)

La charge financière nette s'élève à 60,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2017, à comparer à 43,4 millions d'euros à la même période en 2016.

La hausse du coût de l'endettement financier net à 46,7 millions d'euros, à comparer à 42,3 millions d'euros au 1^{er} semestre 2016, provient pour l'essentiel de l'augmentation du niveau de l'endettement moyen, partiellement compensée par une baisse du taux moyen.

Le résultat de change du Groupe se compose de gains et pertes de changes résultant de la variation des devises sur des actifs et passifs des filiales du Groupe, libellés dans une monnaie différente de leur monnaie fonctionnelle. Au 1^{er} semestre 2017, le Groupe enregistre une perte de change de 10,9 millions d'euros, attribuable à la dépréciation significative de devises dans certains pays émergents.

1.3.5. IMPOT SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt sur les résultats consolidés s'élève à 80,0 millions d'euros au S1 2017, contre 93,6 millions d'euros au S1 2016. Le taux effectif d'impôt (TEI), représentant la charge d'impôt divisée par le montant du résultat avant impôt, représente 35,4% au S1 2017 contre 35,9% au S1 2016. Le TEI ajusté est de 33,9%, en baisse de 0,7 point par rapport au S1 2016. Il correspond au TEI corrigé de l'effet d'impôt sur les éléments non récurrents. La baisse observée résulte essentiellement de l'utilisation de déficits antérieurs imputés sur la période (essentiellement en Australie).

1.3.6. RESULTAT NET PART DU GROUPE

Le résultat net part du Groupe s'élève à 130,2 millions d'euros au S1 2017. Le bénéfice net par action est de 0,30 euro, en baisse de 18,2% par rapport à 0,37 euros au S1 2016. Exprimée à taux de change constant, la baisse est de 14,6%.

1.3.7. RESULTAT NET AJUSTE PART DU GROUPE

Le résultat net « ajusté » part du Groupe est défini comme le résultat net part du Groupe ajusté des autres charges opérationnelles nettes d'impôt.

<i>(millions d'euros)</i>	S1 2017	S1 2016
Résultat net part du Groupe	130,2	159,6
<i>BPA ^(a) (euros par action)</i>	<i>0,30</i>	<i>0,37</i>
Autres éléments non récurrents	73,2	47,0
Effet d'impôt sur les autres éléments non récurrents	(21,5)	(12,7)
Résultat net des activités abandonnées	5,7	-
Résultat net ajusté part du Groupe	187,6	193,9
<i>BPA ajusté ^(a) (euros par action)</i>	<i>0,43</i>	<i>0,44</i>

(a) BPA : Bénéfice Par Action : calculé sur le nombre moyen pondéré d'actions de 436 176 351 actions au S1 2017, et de 437 112 819 actions au S1 2016

Le résultat net ajusté part du Groupe s'élève à 187,6 millions d'euros au S1 2017, stable par rapport au S1 2016. Le bénéfice net ajusté par action est de 0,43 euro au S1 2017, en baisse de 3,0% par rapport au S1 2016; et de 0,7% ajusté des effets de change.

1.3.8. RESULTATS PAR ACTIVITE

Évolution du chiffre d'affaires du premier semestre

<i>(millions d'euros)</i>	2017	2016 ⁽¹⁾	Croissance en %			
			totale	organique	périmètre	change
Marine & Offshore	190,8	203,7	(6,3)%	(7,5)%	1,1%	0,1%
Agroalimentaire & Matières Premières	541,0	485,4	11,5%	0,8%	8,7%	2,0%
Industrie	559,6	551,7	1,4%	(1,1)%	0,1%	2,4%
Bâtiment & Infrastructure	547,5	504,0	8,6%	4,0%	4,3%	0,3%
Certification	188,8	172,5	9,4%	6,1%	0,2%	3,1%
Biens de consommation ⁽¹⁾	332,4	304,1	9,3%	5,2%	2,1%	2,0%
Total 1er semestre (S1)	2 360,1	2 221,4	6,2%	1,3%	3,3%	1,6%

Évolution du résultat opérationnel ajusté du premier semestre

	Résultat opérationnel ajusté			Marge opérationnelle ajustée		
	2017	2016 ⁽¹⁾	Variation	2017	2016	Variation (pdb)
Marine & Offshore	45,0	54,5	-17,4%	23,6%	26,8%	(320)
Agroalimentaire & Matières Premières	61,4	59,3	3,5%	11,3%	12,2%	(90)
Industrie	64,6	67,5	-4,3%	11,5%	12,2%	(70)
Bâtiment & Infrastructure	76,8	67,2	14,3%	14,0%	13,3%	+70
Certification	33,6	29,3	14,7%	17,8%	17,0%	+80
Biens de consommation ⁽¹⁾	78,0	72,7	7,3%	23,5%	23,9%	(40)
Total 1er semestre (S1)	359,4	350,5	2,5%	15,2%	15,8%	(60)

(1) : Les données 2016 reflètent une réallocation d'activités de test de produits beauté et de consommation courante au bénéfice de Biens de consommation

MARINE & OFFSHORE

L'activité a enregistré une diminution très sensible de sa croissance organique au premier semestre 2017 (-7,5 %), conséquence de la baisse marquée des nouvelles commandes constatée au cours des trimestres précédents pour des catégories telles que les vraquiers et les porte-conteneurs.

La baisse de l'activité dans les nouvelles constructions s'est accélérée au deuxième trimestre, par rapport à des bases de comparaison élevées, avec un recul à deux chiffres de la certification de nouveaux équipements, en particulier en Asie.

Les activités principales du segment navires en service sont en légère baisse, du fait d'une base de comparaison défavorable et d'une pression sur les prix, malgré la croissance de la flotte classée et la réintégration progressive de navires en état d'arrêt. Les activités liées à l'*offshore* enregistrent un nouveau déclin, du fait de l'absence de projets en eau profonde et de la forte diminution du nombre d'études d'évaluation des risques.

Les nouvelles commandes à fin juin 2017 s'établissaient à 2,9 millions de tonneaux, contre 1,3 million au premier semestre 2016, un niveau toujours insuffisant pour regarnir le carnet de commandes, qui s'établissait à 13,6 millions de tonneaux à la fin du second trimestre. Le carnet de commandes reste bien diversifié, avec une montée en puissance de certaines catégories, comme les pétroliers ou les navires à passagers.

Les marges ont subi une pression la baisse et des mesures de restructuration proactive sont en cours, parallèlement aux livraisons de nouveaux navires.

Pour le reste de l'exercice 2017, Bureau Veritas prévoit un déclin dans les nouvelles constructions à un niveau comparable au premier semestre 2017, principalement imputable à un environnement de marché dégradé. Le segment des navires en service est attendu comme globalement résilient, à l'exception de la partie *offshore*, plus sensible à l'évolution des prix du pétrole. L'environnement réglementaire devrait rester favorable d'ici à la fin de l'année avec la nouvelle réglementation sur les eaux de ballast ainsi que sur le MRV (*Monitoring, Reporting and Verification*).

AGROALIMENTAIRE & MATIERES PREMIERES

Le chiffre d'affaires de l'activité a enregistré une croissance organique de 0,8 % au premier semestre 2017, avec des performances contrastées selon les segments.

Le segment des Produits Pétroliers et Pétrochimiques (39 % du chiffre d'affaires de l'activité) a enregistré une croissance organique de 2,6 %, portée notamment par une expansion soutenue en Europe et en Chine.

Le segment des Métaux & Minéraux (26 % du chiffre d'affaires) est en progression de 2,5 % en organique. Les activités liées aux échanges ont globalement bénéficié du dynamisme des opérations en Europe et en Asie, tandis que les activités *upstream* affichaient une solide croissance (sauf pour le charbon), soutenue notamment par l'Australie et par le minerai de fer. Ce segment profite de la remontée des prix des matières premières ainsi que de la reprise progressive des projets d'investissement dans l'industrie minière.

Le segment Agroalimentaire (19 % du chiffre d'affaires) est resté stable au premier semestre grâce à la bonne performance du deuxième trimestre (+3,3 %) portée par des gains de contrats, après un début d'année ralenti du fait de la fin d'un contrat d'inspection de produits agricoles en Amérique latine. L'activité est restée très soutenue dans le secteur alimentaire.

Au premier trimestre, Bureau Veritas a finalisé l'acquisition de Schutter, société active dans les matières premières agricoles en Europe, en Amérique du Sud et en Asie.

Les Services aux gouvernements (16 % du chiffre d'affaires) sont en baisse de 5,2 % au premier semestre 2017, affectés par une nouvelle dégradation du programme VOC (vérification de conformité) en Irak et par la fin d'un contrat PSI (inspections avant expédition) en Guinée mais aussi, plus généralement, par le recul des importations, en volume comme en valeur, à destination des pays d'Afrique de l'Ouest.

Les conditions d'activité devraient s'améliorer progressivement pour l'ensemble de la division en 2017, et les écarts de croissance entre les différents segments devraient s'estomper.

INDUSTRIE

Le chiffre d'affaires de l'Industrie a diminué de 1,1 % sur une base organique au premier semestre 2017, dont un repli de 0,4 % au deuxième trimestre, en raison d'une dégradation sensible des activités liées aux *Capex* dans le secteur Pétrole & Gaz (en baisse de 12 % au premier semestre 2017 à l'échelle du Groupe, dont -14 % au deuxième trimestre), en partie compensée par une accélération de la croissance des services *Opex* (inspection des actifs industriels en service) dans ce même secteur et par les tendances favorables d'autres marchés finaux comme le *Power & Utilities* et les Transports (Automobile incluse). Dans le domaine de l'Automobile, le Groupe travaille actuellement sur plusieurs projets d'externalisation, comme le service Code'nGO en France qui permet de passer l'examen du code de conduite dans des centres opérés par Bureau Veritas. Les premiers centres ouvriront en France au cours du second semestre 2017.

Sur le plan géographique, l'Amérique latine (tirée par le Brésil), la Chine et le Moyen-Orient ont enregistré une solide croissance, tandis que l'Amérique du Nord repassait en territoire positif au deuxième trimestre. L'activité a fortement reculé en Australie et en Corée du Sud en raison de la fin de plusieurs contrats dans le Pétrole & Gaz, tandis que d'autres régions majeures enregistraient des taux de diminution stables ou en amélioration, grâce aux effets positifs de la diversification de l'exposition sectorielle et géographique du Groupe.

Bureau Veritas table pour 2017 sur une croissance organique légèrement négative, les avantages de la diversification, et notamment l'accent sur les services *Opex*, devant compenser la faiblesse persistante de l'activité liée aux investissements dans le secteur Pétrole & Gaz. Au second semestre 2017, le Groupe bénéficiera d'une base de comparaison plus favorable, avec la fin de l'achèvement de grands contrats.

BATIMENT & INFRASTRUCTURE

Le chiffre d'affaires a progressé de 4,0 % en organique, avec une croissance des activités liées à la construction (59 % du chiffre d'affaires), supérieure à celle des bâtiments en service (41 %).

Le Groupe a enregistré une très forte croissance organique en Asie (22 % du chiffre d'affaires), dont 13 % de progression pour les activités en Chine (15 % du chiffre d'affaires de Bâtiment & Infrastructure), tirée par le développement de la gestion de projets dans les domaines de l'énergie et des infrastructures, dans lesquels Bureau Veritas s'est constitué de solides positions. L'acquisition de la société Shanghai Project Management, spécialisée dans la supervision de projets de construction d'actifs industriels, constitue un bon exemple de la stratégie du Groupe dans ce secteur. Le marché japonais, plus mature, a lui aussi enregistré une croissance soutenue.

Dans la région Amériques (14 % du chiffre d'affaires), la bonne progression de l'activité s'expliquait en particulier par une expansion régionale (Chili, Colombie, Argentine) à travers de nouveaux projets de construction.

En Europe (59 % du chiffre d'affaires), la croissance était moins dynamique, freinée par une activité ralentie en France (45 % du chiffre d'affaires), où les mises en chantier demeurent à un niveau faible (malgré l'augmentation du nombre de permis de construire) et par un effet de calendrier défavorable au premier semestre. L'activité commerciale est bien orientée et le projet du Grand Paris devrait engendrer de nombreuses opportunités à partir du second semestre 2017.

Par la suite, les tendances de marché et le carnet de commandes du Groupe laissent entrevoir une accélération de la croissance en Europe, en particulier au quatrième trimestre 2017. L'activité devrait être dynamique en Asie et sur le continent américain.

CERTIFICATION

Le chiffre d'affaires affiche une croissance organique de 6,1 %, avec de solides performances dans les grandes catégories de services et dans toutes les régions. Comme prévu, la croissance a ralenti au deuxième trimestre par rapport au premier, en raison de l'inversion au second trimestre de l'effet de calendrier positif du premier trimestre.

Le segment QHSE a largement contribué à la croissance, notamment porté par l'impact positif de la transition des nouvelles versions ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015. La croissance à deux chiffres des Solutions personnalisées a été stimulée par la Certification des Services ainsi que les Audits de Réseaux de Distribution et Fournisseurs, dans un contexte où la gestion du risque Fournisseurs et la protection des marques deviennent vitales dans plusieurs secteurs. Les révisions des normes ont également bénéficié aux activités de Formation. Le segment Chaîne d'approvisionnement et Développement durable affiche une belle croissance, notamment favorisée par les activités de certification autour de la Gestion d'énergie, les Gaz à effet de serre et l'Alimentaire. Les contrats globaux de Certification ont connu une progression à deux chiffres grâce de nouveaux contrats signés avec des acteurs internationaux, dans des secteurs variés. En 2017, la Certification devrait continuer

d'enregistrer une croissance dynamique, soutenue par la révision de certaines normes (ISO 9K, 14K, AS 9100 dans l'aéronautique et IATF dans l'automobile), ainsi que par les lancements de nouveaux produits et services (parmi lesquels le déploiement, dans neuf pays clés, d'une nouvelle plateforme de certification pour le commerce en ligne).

BIENS DE CONSOMMATION

La division des Biens de consommation a enregistré une solide croissance organique de 5,2 % au premier semestre 2017 (dont 6,1 % au deuxième trimestre), bien répartie entre toutes les régions et catégories d'activité.

Le segment des Produits Électriques et Électroniques (32 % du chiffre d'affaires) s'est révélé comme le plus performant de la période, tiré par les tests pour l'Automobile et les technologies mobiles, suivis des Textiles (37 %), dont la croissance est passée au-dessus de la moyenne de la division. Enfin, le segment des Biens durables, en forte croissance, a largement compensé le recul des Jouets (moins de 10 % du chiffre d'affaires). Sur le plan géographique, c'est l'Asie du Sud-Est qui a enregistré la plus forte progression. Le marché intérieur chinois a contribué à la performance, entraîné par le dynamisme du secteur Automobile. L'acquisition de Siemic a permis d'améliorer la position de Bureau Veritas dans les objets connectés (*SmartWorld*) et dans l'Automobile, tant en Chine qu'aux États-Unis.

En 2017, la croissance est attendue à un niveau solide, la performance globale bénéficiant d'une bonne dynamique des Textiles et de l'avancement des initiatives *SmartWorld* et Automobile.

1.4. FLUX DE TRESORERIE ET FINANCEMENT

1.4.1. FLUX DE TRESORERIE

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2017	S1 2016
Résultat avant impôts	226,0	260,5
Elimination des flux des opérations de financement et d'investissement	78,5	51,1
Provisions et autres éléments sans incidence sur la trésorerie	(16,8)	6,2
Amortissements et dépréciations	107,9	90,8
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(144,8)	(145,0)
Impôts payés	(100,9)	(102,4)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	149,9	161,2
Acquisitions de filiales	(75,6)	(134,6)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(60,0)	(66,8)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1,8	9,5
Acquisitions d'actifs financiers non courants	(16,1)	(5,5)
Cessions d'actifs financiers non courants	5,4	6,7
Variation des prêts et avances consentis	6,6	7,2
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	0,5	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(137,4)	(183,5)
Augmentation de capital	1,1	0,8
Acquisition / cession d'actions propres	(16,7)	(20,3)
Dividendes versés	(254,4)	(234,6)
Augmentation des emprunts et autres dettes financières	77,7	42,9
Remboursement des emprunts et autres dettes financières	(612,2)	(13,8)
Intérêts payés	(63,3)	(60,2)
Remboursement des dettes avec les actionnaires	(0,8)	(1,0)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(868,6)	(286,0)
Incidence des écarts de change	2,2	(4,9)
Variation de la trésorerie nette	(853,9)	(313,2)
Trésorerie nette au début de la période	1 088,0	510,8
Trésorerie nette à la fin de la période	234,0	197,6
Dont disponibilités et équivalent de trésorerie	284,8	212,7
Dont concours bancaires courants	(50,8)	(15,1)

Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles du Groupe

Les flux de trésorerie générés par l'activité (cash-flow opérationnel) atteignent 149,9 millions d'euros au S1 2017. La variation du besoin en fonds de roulement (« BFR ») est stable par rapport au S1 2016 malgré l'augmentation du chiffre d'affaires.

Au 30 juin 2017, le BFR s'élève à 573,7 millions d'euros, soit 12,1% du chiffre d'affaires des 12 derniers mois y compris les entités acquises, à comparer à 579,0 millions d'euros, soit 12,6% au 30 juin 2016.

<i>(millions d'euros)</i>	S1 2017	S1 2016
Flux net de trésorerie généré par l'activité	149,9	161,2
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes des cessions	(58,2)	(57,3)
Intérêts payés	(63,3)	(60,2)
Cash-flow libre	28,4	43,7

Le cash-flow libre s'est élevé à 28,4 millions d'euros au S1 2017, à comparer à 43,7 millions d'euros au S1 2016, pénalisé par des éléments non récurrents. Ajusté des éléments exceptionnels de nature fiscale et des décaissements liés aux restructurations, le cash-flow libre est en hausse de 21,7 millions d'euros au S1 2017 par rapport au S1 2016.

Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles

De manière générale, les activités d'inspection et de certification de Bureau Veritas sont des activités de services peu consommatrices en capital alors que les activités d'analyses et de tests en laboratoires requièrent des investissements. Ces dernières concernent en particulier les activités Biens de consommation et Agroalimentaire & Matières Premières.

Le montant total des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des cessions réalisées par le Groupe est de 58,2 millions d'euros au S1 2017, en légère hausse par rapport à 57,3 millions d'euros au S1 2016. Le Groupe enregistre un produit de cession de 1,8 millions d'euros au S1 2017, contre 9,5 millions d'euros au S1 2016.

Le taux d'investissement s'élève à environ 2,5% du chiffre d'affaires, à un niveau comparable à celui du S1 2016 (2,6%).

Intérêts payés

Les intérêts payés sont en légère hausse à 63,3 millions d'euros au S1 2017, en raison de la légère hausse de l'endettement du Groupe par rapport au S1 2016.

Acquisitions de sociétés

Une description succincte des principales acquisitions réalisées au cours du semestre est présentée au paragraphe 1.2. Faits marquants du premier semestre 2017.

(millions d'euros)

	S1 2017	S1 2016
Prix des activités acquises	(85,4)	(131,8)
Trésorerie des sociétés acquises	10,2	9,9
Complément de prix restant à payer au titre des acquisitions de l'année	12,0	12,1
Décaissements sur acquisitions antérieures	(10,1)	(20,9)
Impact sur la trésorerie des activités acquises	(73,2)	(130,7)
Frais d'acquisition	(2,4)	(3,9)
Acquisition de filiales	(75,6)	(134,6)

Trésorerie nette provenant des activités de financement du Groupe

Opérations sur le capital (augmentation, réduction et achat d'actions propres)

Au S1 2017, pour servir les plans de stock-options et d'actions de performance, la Société a réalisé des rachats d'action nets des augmentations de capital pour un montant de 15,6 millions d'euros.

Dividendes

Au S1 2017, le poste « dividendes versés » se compose principalement du dividende versé aux actionnaires au titre de l'exercice 2016 pour un montant de 254,4 millions d'euros (dividende unitaire de 0,55 euro).

Dettes financières

Le montant des dettes financières au bilan est en baisse de 536,6 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2016.

1.4.2. FINANCEMENT

Sources de financement du Groupe

Au 30 juin 2017, l'endettement brut du Groupe s'élève à 2 545,8 millions d'euros et se compose:

- de financements non bancaires :
 - le US Private Placement 2008 (304,7 millions d'euros) ;
 - le US Private Placement 2010 (184,1 millions d'euros) ;
 - le US Private Placement 2011 & 2014 (175,3 millions d'euros) ;
 - le US Private Placement 2013 & 2014 (131,4 millions d'euros) ;
 - les différentes tranches des Emprunts Schuldschein SSD (260 millions d'euros) ;
- des trois émissions obligataires (1,2 milliards d'euros) ;
- de financements bancaires :
 - le Crédit Syndiqué 2012 (non tiré) ;
 - le financement bancaire 2015 en USD porté par Bureau Veritas Holdings, Inc (175,3 millions d'euros) ;
 - les autres emprunts bancaires (41,7 millions d'euros) ; et
 - les concours bancaires (50,8 millions d'euros).
- d'intérêts courus et de frais d'emprunts (22,5 millions d'euros).

L'évolution de l'endettement brut du Groupe se présente de la manière suivante :

<i>(millions d'euros)</i>	30 juin 2017	31 déc. 2016
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (plus d'un an)	2 430,5	2 492,9
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (moins d'un an)	64,5	583,5
Concours bancaires	50,8	6,0
Endettement brut total	2 545,8	3 082,4

Le tableau suivant présente l'évolution de la trésorerie et de l'endettement net du Groupe :

<i>(millions d'euros)</i>	30 juin 2017	31 déc. 2016
Valeurs mobilières et créances assimilées	10,8	668,7
Disponibilités	274,1	425,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	284,8	1 094,1
Endettement brut total	2 545,8	3 082,4
Endettement net total	2 261,0	1 988,3
Instruments de couverture de devises (selon ratios bancaires)	9,6	8,1
Endettement net ajusté	2 270,6	1 996,4

La dette financière nette ajustée (dette financière nette après instruments de couverture de devises telle que définie dans le calcul des ratios financiers) s'élève à 2 270,6 millions d'euros au 30 juin 2017 à comparer à 1 996,4 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Les disponibilités du Groupe sont constituées à plus de 79% de disponibilités situées dans près de 67 pays où la mise en place de prêts ou de comptes courants financiers est difficile ou impossible (cas par exemple du Brésil, de la Corée du Sud ou encore de l'Inde). Dans ces pays, les disponibilités sont rapatriées à l'occasion du règlement des dividendes ou lors du règlement des montants dus dans le cadre des accords de franchise internes au Groupe.

Ratios financiers

La plupart des financements du Groupe, à l'exception principalement des émissions obligataires et du programme de billets de trésorerie, sont soumis au respect de certains engagements et au respect des ratios financiers suivants :

- le premier ratio est défini comme le rapport entre la dette financière nette ajustée sur l'EBITDA consolidé (Résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise, et il doit être inférieur à 3,25. Au 30 juin 2017, ce ratio s'élevait à 2,51
- le second ratio représente l'EBITDA consolidé (Résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise sur les charges financières nettes du Groupe et il doit être supérieur à 5,5. Au 30 juin 2017, ce ratio s'élevait à 9,61.

Au 30 juin 2017, tous les engagements et ratios financiers sont respectés.

Principales caractéristiques des financements

US Private Placement 2008

Le Groupe a mis en place le 16 juillet 2008 un placement privé aux États-Unis (USPP 2008) d'un montant de 266,0 millions de dollars américains et de 63,0 millions de livres sterling. Les caractéristiques de ce contrat de financement (« USPP 2008 ») sont les suivantes :

Echéance	Montants tirés (millions d'euros)	Devise de tirage	Amortissement	Taux
Juillet 2018	162,0	GBP & USD	<i>In fine</i>	Fixe
Juillet 2020	142,7	GBP & USD	<i>In fine</i>	Fixe

Cette émission a été réalisée sous la forme de quatre senior notes remboursables *in fine*. Le Placement Privé 2008 est tiré à 100%.

US Private Placement 2010

Les caractéristiques de ce contrat de financement (« USPP 2010 ») sont les suivantes :

Echéance	Montants tirés (millions d'euros)	Devise de tirage	Amortissement	Taux
Juillet 2019	184,1	EUR	<i>In fine</i>	Fixe

Au 30 juin 2017, l'US Private Placement 2010 est tiré à 100% pour un montant de 184,1 millions d'euros.

US Private Placement 2011 & 2014

Le Groupe a mis en place en 2011 une ligne de financement non confirmée et multidevises, à hauteur de 200 millions de dollars américains, auprès d'un investisseur.

Le Groupe a confirmé l'utilisation de 100 millions de dollars américains en 2011 pour une durée de 10 ans et de 100 millions de dollars américains en mai 2014 pour une durée de 8 ans.

Echéance	Montants tirés (millions d'euros)	Devise de tirage	Amortissement	Taux
Octobre 2021	87,6	USD	<i>In fine</i>	Fixe
Mai 2022	87,7	USD	<i>In fine</i>	Variable

Au 30 juin 2017, la ligne de financement est tirée à 100% en dollars américains.

US Private Placement 2013 & 2014

Le Groupe a mis en place en octobre 2013 et pour une durée de 3 ans une ligne de financement non confirmée et multidevises à hauteur de 150 millions de dollars américains auprès d'un investisseur.

Echéance	Montants tirés (millions d'euros)	Devise de tirage	Amortissement	Taux
Septembre 2020	65,7	USD	<i>In fine</i>	Variable
Juillet 2022	21,9	USD	<i>In fine</i>	Variable
Juillet 2022	43,8	USD	<i>In fine</i>	Fixe

Au 30 juin 2017, la ligne de financement est tirée à 100% en dollars américains.

Schuldschein (« SSD »)

Le Groupe a mis en place en 2011 et 2012 des placements privés de type Schuldschein, en plusieurs tranches, sur le marché allemand, pour un montant total de 193 millions d'euros remboursable in fine et avec des tranches à taux variable et taux fixe de différentes maturités. Certaines tranches à taux variable ont été remboursées par anticipation et d'autres sont arrivées à échéance. Ainsi, un total de 133 millions d'euros a été remboursé depuis 2015. Au 30 juin 2017, l'encours tiré est de 60 millions d'euros.

Un nouveau placement privé d'un montant de 200 millions d'euros a été mis en place en juillet 2015 avec des échéances de cinq et sept ans.

Ainsi, l'encours total représente 260 millions d'euros au 30 juin 2017. Les marges du SSD varient en fonction de la durée des emprunts.

Emissions obligataires 2014 & 2016

Le Groupe a réalisé trois émissions obligataires non notées d'un montant de 1 200,0 millions d'euros avec les caractéristiques suivantes :

Echéance	Montants tirés (millions d'euros)	Devise de tirage	Amortissement	Taux
Janvier 2021	500,0	EUR	<i>In fine</i>	3,125%
Septembre 2023	500,0	EUR	<i>In fine</i>	1,25%
Septembre 2026	200,0	EUR	<i>In fine</i>	2,0%

Le Groupe a remboursé à échéance en mai 2017, l'émission obligataire de 2012 d'un montant de 500 millions d'euros.

Billets de Trésorerie

Le Groupe a mis en place un programme de billets de trésorerie afin d'optimiser sa gestion de trésorerie court terme quand cela est possible et de limiter le recours aux autres financements. Les maturités des billets de trésorerie sont inférieures à un an. Le plafond de ce programme est fixé à 450 millions d'euros.

Au 30 juin 2017, le Groupe n'a pas d'encours de billets de trésorerie.

L'Emprunt Syndiqué 2012

Le 27 juillet 2012, le Groupe a mis en place un nouveau crédit syndiqué revolving (l'« Emprunt Syndiqué 2012 ») d'un montant de 450 millions d'euros pour une durée de cinq ans. En 2014, le contrat a été amendé notamment pour allonger sa maturité à avril 2019.

Au 30 juin 2017, l'Emprunt Syndiqué 2012 n'est pas tiré.

Le financement bancaire 2015

Le Groupe a mis en place un financement bancaire d'un montant de 200 millions de dollars américains, pour une durée de quatre ans.

Echéance	Montants tirés (millions d'euros)	Devise de tirage	Amortissement	Taux
Octobre 2019	175,3	USD	<i>In fine</i>	Variable

Au 30 juin 2017, le financement bancaire 2015 porté par Bureau Veritas Holdings, Inc. est tiré à 100% en dollars américains.

Sources de financement attendues pour les investissements futurs

Le Groupe prévoit que ses besoins de financement opérationnels seront totalement couverts par ses flux de trésorerie d'exploitation.

Au 30 juin 2017, pour le financement de sa croissance externe, le Groupe dispose des ressources provenant :

- des flux de trésorerie disponibles après impôts, frais financiers et dividendes ;
- de sa trésorerie disponible ;
- des 450 millions d'euros disponibles et confirmés au 30 juin 2017 sur l'Emprunt Syndiqué 2012. La disponibilité de cette source de financement est soumise au respect des ratios financiers.

1.5. DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES 6 MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE

Les lecteurs sont invités à se référer au Document de référence 2016 de la Société déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 24 mars 2017 sous le numéro D.17-0225 (paragraphe 1.11. Facteurs de risques). Y sont notamment décrits les facteurs de risques, les assurances et les couvertures des risques ainsi que la méthode de provisionnement des risques et litiges.

L'évolution des risques financiers et de marché sur le semestre est détaillée dans l'annexe aux états financiers consolidés semestriels à la note 20 présentée au chapitre 2 – Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2017 du présent Rapport financier semestriel.

A l'exception de ces points, il n'est pas anticipé de risques ou incertitudes significatifs autres que ceux présentés dans ce document.

Procédures, enquêtes gouvernementales, administratives, judiciaires et d'arbitrage

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe est impliqué dans un nombre important de procédures judiciaires visant à mettre en cause sa responsabilité civile professionnelle à la suite de prestations de services fournies. Bien que le Groupe porte une grande attention à la maîtrise des risques et à la qualité des prestations réalisées, certaines de ces dernières peuvent donner lieu à des réclamations et aboutir à des condamnations pécuniaires.

Les charges pouvant résulter de ces litiges font l'objet de provisions. Le montant comptabilisé en provisions correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée à la date de clôture. Les coûts que le Groupe peut être amené à engager peuvent excéder les montants des provisions pour litiges du fait de nombreux facteurs, notamment du caractère incertain de l'issue des litiges.

A la date du présent document, le Groupe est impliqué dans les principales procédures suivantes :

CONTENTIEUX RELATIF A LA CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE HOTELIER ET COMMERCIAL EN TURQUIE

Bureau Veritas Gozetim Hizmetleri Ltd Sirketi (« BV Gozetim ») et la société turque Aymet Cankaya Turizm Insaat A.S. (« Aymet ») s'opposent devant le Tribunal de Commerce d'Ankara dans un contentieux relatif à la construction d'un complexe hôtelier et commercial pour lequel elles avaient conclu un contrat de supervision de projet et d'inspection en 2003. En 2004, la construction du projet s'est arrêtée suite au retrait du financement du projet par la Banque Aareal. En 2008, Aymet a entamé une procédure contre BV Gozetim, alléguant de prétendus manquements dans la réalisation de sa mission et la responsabilité de BV Gozetim dans le retrait du financement.

Sur le plan procédural, les experts nommés par le juge ont déposé en 2009 deux rapports très défavorables à BV Gozetim. En 2014, un nouveau collège d'experts a émis deux nouveaux rapports encore plus défavorables à BV Gozetim. Ces divers rapports d'experts s'appuient sur un rapport établi en février 2009 par la société Standard Unlü, à la demande d'Aymet, lequel retenait des hypothèses irréalistes mais très favorables à Aymet pour le calcul des éventuels dommages et intérêts relatifs à la perte d'exploitation du complexe hôtelier et commercial. Le Groupe estime que ces divers rapports d'experts n'ont pas tenu compte des pièces versées au dossier par BV Gozetim et par la Banque Aareal ; ils n'ont pas non plus répondu aux questions juridiques et contractuelles permettant d'établir la responsabilité éventuelle de BV Gozetim.

Un nouveau collège d'experts a été désigné fin 2015 par le Tribunal pour réexaminer l'intégralité des pièces du dossier. Leur rapport, déposé le 16 décembre 2015, considère que BV Gozetim a rempli ses obligations contractuelles, que la demande d'Aymet n'est pas fondée et que cette dernière doit régler à BV Gozetim le solde resté impayé de ses prestations.

Suite aux observations des parties, le juge a demandé aux experts de produire un rapport complémentaire. Dans l'intervalle, trois des cinq experts se sont récusés et ont été remplacés fin février 2017. Les nouveaux experts ont néanmoins déposé dès le 15 mars 2017 un rapport défavorable à BV Gozetim confirmant les rapports de 2014 et étendant le calcul du préjudice prétendument subi par Aymet. Compte tenu des conditions troublantes ayant conduit à ce dernier rapport, BV Gozetim a été amenée à tenter plusieurs recours sur le plan pénal et disciplinaire et le Tribunal a saisi le Parquet. La prochaine audience est prévue le 20 septembre 2017.

Sur le fond, les documents portés à la connaissance du Tribunal par BV Gozetim et par la Banque Aareal, qui elle-même a été assignée par Aymet, de même que plusieurs consultations juridiques d'éminents professeurs de droit turc, confortent la position du Groupe selon laquelle les demandes de la société Aymet sont sans fondement juridique et contractuel solides. Au regard du droit local, la réclamation d'Aymet est aujourd'hui plafonnée à 87,4 millions de livres turques, soit moins de 25 millions d'euros au cours actuel, auxquels s'ajoutent les intérêts au taux légal et les frais de justice. BV Gozetim conteste tant le principe de la demande initiale que l'évaluation du préjudice.

En l'état actuel de la procédure, l'issue de ce litige reste incertaine. Sur la base des couvertures d'assurance disponibles et des provisions passées par le Groupe, et en l'état des informations connues à ce jour, la Société considère, après prise en compte des avis de ses avocats, que ce sinistre ne devrait pas avoir d'impact défavorable significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

CONTENTIEUX RELATIF A L'ACCIDENT D'UN AVION DE LA COMPAGNIE GABON EXPRESS

À la suite de l'accident d'un avion de la compagnie Gabon Express survenu à Libreville le 8 juin 2004 ayant causé le décès de 19 passagers et membres d'équipage et occasionné 11 blessés, l'administrateur général de l'époque de la société Bureau Veritas Gabon SAU (« BV Gabon »), filiale de la Société, est poursuivi pour complicité d'homicides et blessures involontaires. La société BV Gabon est recherchée en responsabilité civile devant les juridictions gabonaises.

À ce jour, aucune réclamation chiffrée n'a été formulée devant un tribunal et les répartitions de responsabilité ne sont toujours pas connues. La procédure au fond n'a toujours pas commencé. Le recours en rétractation de l'arrêt du 18 juin 2013, déposé par BV Gabon en septembre 2013, a fait l'objet en février 2015 d'une décision de rejet par la Cour de Cassation de Libreville. A ce jour, le dossier n'a pas été retourné au Tribunal correctionnel pour fixation d'une audience au fond. BV Gabon a fait délivrer des citations directes aux courtiers étrangers et aux assureurs qui avaient illégalement placé la police couvrant l'avion, de façon à les faire intervenir à la cause.

Sur la base des couvertures d'assurance disponibles, et en l'état des informations connues à ce jour, la Société considère, après prise en compte des avis de ses avocats, que ce sinistre ne devrait pas avoir d'impact défavorable significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

CONTENTIEUX RELATIF A L'AGREMENT DE CONTRÔLEUR TECHNIQUE EN FRANCE

Une procédure a été engagée par la Fédération des syndicats des métiers de la prestation intellectuelle, du conseil, de l'ingénierie et du numérique (ci-après la « Fédération CINOV ») devant le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise aux fins d'annulation de la décision du 2 novembre 2016 par laquelle le Ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargé des relations internationales sur le climat (désormais nommé Ministre de la transition écologique et solidaire) et le Ministre du logement et de l'habitat durable (désormais nommé Ministre de la cohésion des territoires) (ci-après conjointement les « Ministres ») ont accordé, pour une durée de trois ans à compter de ladite décision, à la société Bureau Veritas Construction SAS, filiale de la Société, l'agrément en qualité de contrôleur technique.

Bureau Veritas Construction SAS, bénéficiaire de la décision attaquée, a décidé d'intervenir en défense en soutien des conclusions que présenteront les Ministres concernés.

Après avoir pris avis de ses avocats, le Groupe estime que les arguments de la Fédération CINOV ne sont pas fondés et considère probable que les Ministres seront en mesure de faire légalement prévaloir leur position. Ainsi, bien qu'il soit impossible de prédire avec certitude les conséquences et/ou les coûts liés à cette action, le Groupe considère que celle-ci n'est pas de nature à avoir un impact significatif sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe et, en conséquence, aucune provision n'a été constituée dans les états financiers consolidés à ce titre.

PROCEDURES FISCALES

Bureau Veritas SA a reçu une proposition de rectification notifiée par les autorités fiscales françaises au titre des exercices 2010 à 2014. Dans le cadre de la procédure contradictoire, la Société a fait valoir ses arguments lui permettant de défendre sa position. Après accord avec les autorités fiscales, seul demeure un risque résiduel lié à ce litige qui a été provisionné conformément à ce qui est indiqué au paragraphe 1.11.3 relatif au risque lié à la fiscalité du Document de référence 2016 de la Société.

Il n'existe pas d'autres enquêtes ou procédures gouvernementales, administratives, judiciaires ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui soit en suspens ou dont le Groupe soit menacé) susceptibles d'avoir ou ayant eu, au cours des six derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

1.6. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Les lecteurs sont invités à se référer à la note 21 – Transactions avec les parties liées présentée dans le chapitre 2 - Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2017 du présent Rapport financier semestriel.

1.7. PERSPECTIVES

Confirmation des tendances pour l'exercice 2017

L'environnement macroéconomique mondial demeure volatile en 2017, avec une faiblesse persistante des marchés Pétrole & Gaz et du Shipping. Grâce à la diversification de son portefeuille et à la montée en puissance de ses Initiatives de Croissance, le Groupe prévoit toujours une croissance organique légèrement positive, avec une accélération confirmée au cours du second semestre.

1.8. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

1.8.1. FINANCEMENT

Le Groupe a une opération de refinancement en cours pour un total de 355 millions de dollars américains et à taux fixe. Cette opération sur le marché privé américain permettrait notamment d'allonger la maturité de la dette de dix ans respectivement pour Bureau Veritas SA à hauteur de 155 millions de dollars et à partir de 2018, et pour Bureau Veritas Holdings, Inc à hauteur de 200 millions de dollars et à partir de 2017.

2. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2017

2.1 ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS

Compte de résultat consolidé semestriel

(en millions d'euros sauf les résultats par action)	Notes	S1 2017	S1 2016
Chiffre d'affaires	6	2 360,1	2 221,4
Achats et charges externes	7	(690,4)	(640,3)
Frais de personnel	7	(1 244,8)	(1 162,4)
Impôts et taxes		(23,9)	(24,7)
(Dotations) / reprises de provisions	7	(11,7)	(12,5)
Dotations aux amortissements		(107,9)	(92,0)
Autres produits et charges d'exploitation	7	4,8	14,0
Résultat opérationnel	6	286,2	303,5
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		0,5	0,4
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence		286,7	303,9
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		1,1	1,2
Coût de l'endettement financier brut		(47,8)	(43,5)
Coût de l'endettement financier net		(46,7)	(42,3)
Autres produits et charges financiers		(14,0)	(1,1)
Résultat financier		(60,7)	(43,4)
Résultat avant impôts		226,0	260,5
Charge d'impôt	8	(80,0)	(93,6)
Résultat net des activités poursuivies		146,0	166,9
Intérêts minoritaires		10,1	7,3
Résultat net des activités abandonnées		(5,7)	-
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		130,2	159,6
Résultat par action (en euros) :			
Résultat net	18	0,30	0,37
Résultat net dilué	18	0,30	0,36

Les notes en pages 28 à 64 font partie intégrante des états financiers résumés.

Résultat global consolidé semestriel

(en millions d'euros)	Notes	S1 2017	S1 2016
Résultat net		140,3	166,9
Autres éléments du résultat global			
Éléments recyclables en résultat			
Écarts de conversion (1)		(141,0)	(1,0)
Couvertures de flux de trésorerie (2)		-	(0,4)
Effet d'impôt sur les éléments recyclables en résultat (4)	8	-	0,2
Total des éléments recyclables en résultat		(141,0)	(1,2)
Éléments non recyclables en résultat			
Gains / (pertes) actuariels (3)		1,4	(14,1)
Effet d'impôt sur les éléments non recyclables en résultat (4)	8	(0,5)	4,8
Total des éléments non recyclables en résultat		0,9	(9,3)
Total des autres éléments du résultat global (après impôt)		(140,1)	(10,5)
RÉSULTAT GLOBAL		0,2	156,4
<i>revenant:</i>			
aux actionnaires de la société		(7,0)	149,3
aux participations ne donnant pas le contrôle		7,2	7,1

- (1) Ecart de conversion : ce poste comprend les écarts dus à la conversion en euro des comptes des filiales étrangères. Les principales devises qui concourent à la variation de la période sont le dollar de Hong Kong (-19,3 millions d'euros), le dollar de Singapour (-15,1 millions d'euros), le yuan chinois (-14,2 millions d'euros), le dollar américain (-13,9 millions d'euros) et le réal brésilien (-13,9 millions d'euros).
- (2) La variation de la réserve de couvertures de flux de trésorerie résulte de la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés éligibles à la comptabilité de couverture.
- (3) Gains et pertes actuariels : le Groupe comptabilise en capitaux propres les écarts actuariels relatifs à l'évaluation des avantages au personnel à long terme. Ces écarts actuariels correspondent à l'incidence des ajustements liés à l'expérience et au changement des hypothèses d'évaluation (taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires et taux d'augmentation des retraites) de l'obligation relative au régime à prestations définies.
- (4) L'effet d'impôt est détaillé en Note 8-« Impôt sur le résultat ».

Les notes en pages 28 à 64 font partie intégrante des états financiers résumés.

Etat de la situation financière consolidée semestrielle

(en millions d'euros)	Notes	Jun 2017	Décembre 2016
Écarts d'acquisition	9	1 924,0	1 977,6
Immobilisations incorporelles		663,8	686,8
Immobilisations corporelles		484,9	518,6
Participations mises en équivalence		5,1	5,0
Impôts différés actifs		152,6	142,9
Titres de participation non consolidés		1,2	1,3
Instruments financiers dérivés		-	-
Autres actifs financiers non courants		104,1	69,2
Total actif non courant		3 335,7	3 401,4
Clients et autres débiteurs		1 576,2	1 496,1
Impôt sur le résultat - actif		60,9	48,9
Actifs financiers courants		39,0	51,0
Instruments financiers dérivés		3,9	3,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie		284,8	1 094,1
Total actif courant		1 964,8	2 693,8
Actifs destinés à être cédés		6,6	-
TOTAL ACTIF		5 307,1	6 095,2
Capital		54,1	53,0
Réserves et résultat consolidés		887,6	1 144,4
Capitaux propres revenant aux actionnaires de la société		941,7	1 197,4
Participations ne donnant pas le contrôle		46,1	45,6
Total capitaux propres		987,8	1 243,0
Dettes financières non courantes	14	2 430,5	2 492,9
Instruments financiers dérivés		9,7	8,1
Autres passifs financiers non courants		70,7	74,8
Impôts différés passifs		169,4	164,8
Avantages au personnel à long terme		177,2	178,3
Provisions pour risques et charges	16	122,1	121,6
Total passif non courant		2 979,6	3 040,5
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		1 002,5	1 041,5
Impôt sur le résultat exigible		69,3	66,4
Dettes financières courantes	14	115,3	589,5
Instruments financiers dérivés		6,2	8,0
Autres passifs financiers courants		140,9	106,3
Total passif courant		1 334,2	1 811,7
Passifs destinés à être cédés	11	5,5	-
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		5 307,1	6 095,2

Les notes en pages 28 à 64 font partie intégrante des états financiers résumés.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés semestriels

(en millions d'euros)	Capital	Primes	Réserve de conversion	Autres réserves	Total capitaux propres	Revenant aux actionnaires de la Société	Revenant aux participations ne donnant pas le contrôle
31 décembre 2015	53,0	43,9	(70,3)	1 098,3	1 124,9	1 095,3	29,6
Levées de stock-options	-	1,4	-	-	1,4	1,4	-
Juste valeur des stock-options	-	-	-	16,1	16,1	16,1	-
Dividendes versés	-	-	-	(225,2)	(225,2)	(222,8)	(2,4)
Transactions sur actions propres	-	-	-	(19,6)	(19,6)	(19,6)	-
Entrées de périmètre	-	-	-	14,5	14,5	-	14,5
Autres mouvements (1)	-	-	-	(25,4)	(25,4)	(21,1)	(4,3)
Total des opérations avec les actionnaires	-	1,4	-	(239,6)	(238,2)	(246,0)	7,8
Résultat net	-	-	-	166,9	166,9	159,6	7,3
Autres éléments du résultat global	-	-	(1,0)	(9,5)	(10,5)	(10,3)	(0,2)
Résultat global	-	-	(1,0)	157,4	156,4	149,3	7,1
30 juin 2016	53,0	45,3	(71,3)	1 016,1	1 043,1	998,6	44,5
31 décembre 2016	53,0	42,3	(17,1)	1 164,8	1 243,0	1 197,4	45,6
Levées de stock-options	-	3,1	-	-	3,1	3,1	-
Juste valeur des stock-options	-	-	-	10,2	10,2	10,2	-
Dividendes versés	-	-	-	(245,4)	(245,4)	(239,8)	(5,6)
Transactions sur actions propres	-	-	-	(14,2)	(14,2)	(14,2)	-
Entrées de périmètre	-	-	-	6,1	6,1	-	6,1
Autres mouvements (1)	-	-	-	(15,2)	(15,2)	(8,0)	(7,2)
Total des opérations avec les actionnaires	-	3,1	-	(258,5)	(255,4)	(248,7)	(6,7)
Résultat net	-	-	-	140,3	140,3	130,2	10,1
Autres éléments du résultat global	-	-	(141,0)	0,9	(140,1)	(137,2)	(2,9)
Résultat global	-	-	(141,0)	141,2	0,2	(7,0)	7,2
30 juin 2017	53,0	45,4	(158,1)	1 047,5	987,8	941,7	46,1

- (1) Le poste « Autres mouvements » est constitué majoritairement :
- transferts de réserves entre la part revenant aux actionnaires de la Société et aux participations ne donnant pas le contrôle ;
 - de la variation de la juste valeur des puts sur minoritaires.

Les notes en pages 28 à 64 font partie intégrante des états financiers résumés.

Tableau consolidé semestriel des flux de trésorerie

(en millions d'euros)	Notes	S1 2017	S1 2016
Résultat avant impôts		226,0	260,5
Élimination des flux des opérations de financement et d'investissement		78,5	51,1
Provisions et autres éléments sans incidence sur la trésorerie		(16,8)	6,2
Amortissements et dépréciations		107,9	90,8
Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	17	(144,8)	(145,0)
Impôts payés		(100,9)	(102,4)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		149,9	161,2
Acquisitions de filiales	10	(75,6)	(134,6)
Acquisitions d'immobilisations corporelles & incorporelles		(60,0)	(66,8)
Cessions d'immobilisations corporelles & incorporelles		1,8	9,5
Acquisitions d'actifs financiers non courants		(16,1)	(5,5)
Cessions d'actifs financiers non courants		5,4	6,7
Variation des prêts et avances consentis		6,6	7,2
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		0,5	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(137,4)	(183,5)
Augmentation du capital	12	1,1	0,8
Acquisition / Cession d'actions propres		(16,7)	(20,3)
Dividendes versés		(254,4)	(234,6)
Augmentation des emprunts et autres dettes financières		77,7	42,9
Remboursement des emprunts et autres dettes financières		(612,2)	(13,8)
Remboursement des dettes avec les actionnaires		(0,8)	(1,0)
Intérêts payés		(63,3)	(60,2)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(868,6)	(286,0)
Incidence des écarts de change		2,1	(4,9)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE		(854,0)	(313,2)
Trésorerie nette au début de la période		1 088,0	510,8
TRÉSORERIE NETTE À LA FIN DE LA PERIODE		234,0	197,6
Dont disponibilités et équivalents de trésorerie		284,8	212,7
Dont concours bancaires courants	14	(50,8)	(15,1)

Les notes en pages 28 à 64 font partie intégrante des états financiers résumés.

2.2 NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

Note 1 : Informations générales

Depuis sa création en 1828, Bureau Veritas a développé une expertise reconnue pour aider ses clients à se conformer aux normes ou aux réglementations relatives à la qualité, l'hygiène et la santé, la sécurité, l'environnement et la responsabilité sociale. L'activité de Bureau Veritas consiste à inspecter, analyser, auditer ou certifier les produits, les actifs et les systèmes de management de ses clients par rapport à des référentiels réglementaires ou volontaires, pour délivrer ensuite des rapports de conformité.

Bureau Veritas S.A. (« la Société ») et l'ensemble de ses filiales constituent le Groupe Bureau Veritas (ci-dessous appelé « Bureau Veritas » ou « le Groupe »).

Bureau Veritas S.A. est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé Immeuble Newtime, 40/52 Boulevard du Parc, 92200 Neuilly-sur-Seine, France.

Au 30 juin 2017, Wendel détient 40,05 % du capital de Bureau Veritas et 56,12% des droits de vote.

Ces états financiers consolidés résumés ont été arrêtés le 27 juillet 2017 par le Conseil d'Administration.

Note 2 : Faits marquants du premier semestre 2017

Acquisitions

Au cours du premier semestre 2017, le Groupe a réalisé les acquisitions suivantes :

- Shanghai Project Management, une société chinoise spécialisée dans la supervision de projets de construction ;
- Siemic, Inc., une société américaine d'essais et de certification d'équipements électriques et électroniques ;
- Schutter Groep B.V., une société spécialisée dans les services d'essais, d'inspection, de certification et d'assistance logistique destinés aux marchés mondiaux de matières premières agroalimentaires ;
- California Code Check, Inc., une société américaine spécialisée dans la conformité au code de construction et la sécurité des bâtiments.

Ces acquisitions, ainsi que leurs impacts dans les comptes semestriels, sont détaillés dans la note 10- « Acquisitions et cessions ».

Distribution de dividendes

Le 22 mai 2017, le Groupe a procédé à une distribution de dividendes aux actions ayant droit à hauteur de 239,8 millions d'euros au titre de l'exercice 2016.

Note 3 : Principes et méthodes comptables

Base de préparation des états financiers

Ces états financiers consolidés résumés du premier semestre 2017 sont établis conformément à IAS 34 « Information financière intermédiaire » telle qu'adoptée dans l'Union Européenne. Ils doivent être lus en liaison avec les états financiers annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016 qui ont été établis conformément aux normes IFRS tel qu'adoptées dans l'Union Européenne.

Evolution du référentiel IFRS

Aucune norme, amendement ou interprétation publiés par IASB, adoptés par l'Union Européenne n'est appliquée par anticipation au 30 juin 2017 par le Groupe.

En ce qui concerne IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients », le Groupe est en cours d'analyse des principes de comptabilisation de ses principaux types de contrats pour chacun de ses six secteurs, ce notamment au regard de la date de comptabilisation des produits :

- Le chiffre d'affaires des contrats de courte durée, actuellement comptabilisé dès la fin des travaux, devra être différé jusqu'à l'émission du rapport pour les contrats ne donnant pas de droit exécutoire à un paiement au titre des prestations réalisées à la date de clôture ;
- Pour les autres contrats, notamment dans les secteurs Marine & Offshore, Construction et Industrie, la méthode de l'avancement, appliquée actuellement, devrait être maintenue dans la plupart des cas.

Particularités de l'établissement des comptes intermédiaires

Méthodes comptables appliquées

Les méthodes comptables appliquées sont cohérentes avec les règles et méthodes comptables retenues pour la préparation des états financiers annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, à l'exception de la charge d'impôt sur le résultat, et de la charge relative aux avantages au personnel à long terme telles que décrites dans le paragraphe suivant.

Utilisations d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe.

La préparation des états financiers intermédiaires a nécessité l'utilisation d'estimations et d'hypothèses sur les mêmes éléments que ceux décrits dans les états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, à l'exception de la détermination de la charge d'impôt et des avantages au personnel à long terme pour lesquels les méthodes d'estimation suivantes ont été appliquées :

- Charge d'impôt :

La charge d'impôt a été déterminée au 30 juin 2017 sur la base d'une projection sur l'exercice du taux moyen pondéré d'impôt attendu par pays, compte tenu de l'estimation d'un résultat taxable sur l'exercice.

- Avantages au personnel à long terme :

En l'absence de changement significatif, la charge constatée au compte de résultat du 30 juin est estimée sur la base des projections 2017 indiquées dans les rapports d'actuaire établis au 31 décembre 2016. Dans le cas d'une évolution significative du taux d'actualisation, la provision est ajustée sur la base du taux d'actualisation publié au 30 juin 2017.

Note 4 : Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS

Dans le cadre de sa communication externe, le Groupe utilise des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS.

Ces indicateurs sont définis ci-dessous :

Le résultat opérationnel « ajusté » représente le résultat opérationnel du Groupe avant prise en compte des produits et charges relatifs aux regroupements d'entreprises et autres éléments non récurrents.

Lorsqu'une acquisition est réalisée en cours d'exercice, le montant des amortissements des actifs incorporels est calculé en tenant compte d'un prorata-temporis.

Étant donné la durée de la période d'ajustement permettant de déterminer la juste valeur des actifs et passifs acquis (12 mois), l'amortissement des actifs incorporels de l'année d'acquisition peut, dans certains cas, reposer sur une évaluation temporaire et être légèrement ajusté l'année suivante, lorsque la valeur finale des actifs incorporels est connue.

(en millions d'euros)	S1 2017	S1 2016
Résultat opérationnel	286,2	303,5
Amortissement des actifs incorporels issus des acquisitions	40,1	32,0
Charges de restructuration	31,4	11,5
Résultats de cessions d'activité et autres charges et produits relatifs aux acquisitions	1,7	3,5
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AJUSTÉ	359,4	350,5

Le résultat net « ajusté » part du Groupe est défini comme le résultat net part du Groupe ajusté des produits et charges relatifs aux acquisitions et aux autres éléments non récurrents nets d'impôt ainsi que du résultat net des activités abandonnées.

(en millions d'euros)	S1 2017	S1 2016
Résultat net part du Groupe	130,2	159,6
Produits/Charges relatifs aux acquisitions et autres éléments non récurrents	73,2	47,0
Résultat net des activités abandonnées	5,7	-
Effet d'impôt	(21,5)	(12,7)
RÉSULTAT NET AJUSTÉ PART DU GROUPE	187,6	193,9

Le « **cash-flow libre** » correspond aux Flux Nets de Trésorerie liés à l'activité retraités des acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles et des intérêts financiers payés :

(en millions d'euros)	S1 2017	S1 2016
Flux net de trésorerie généré par l'activité	149,9	161,2
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(60,0)	(66,8)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1,8	9,5
Intérêts payés	(63,3)	(60,2)
CASH FLOW LIBRE	28,4	43,7

La **dette financière nette ajustée** est définie dans la Note 14-« Dette Financière ».

Note 5 : Saisonnalité

Le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel et les flux de trésorerie enregistrent une certaine saisonnalité, avec un premier semestre traditionnellement moins élevé que le second semestre.

Pour le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel, la saisonnalité concerne essentiellement les activités Biens de consommation, Bâtiment & Infrastructure et Certification. Pour l'activité Biens de consommation, cette tendance est liée à la saisonnalité de la consommation finale (concentration en fin d'année civile). Pour les activités Bâtiment & Infrastructure et Certification, ce phénomène résulte de la volonté des clients d'obtenir leurs certifications avant la fin de l'exercice fiscal et social (généralement au 31 décembre de chaque année). La saisonnalité du résultat est toutefois plus prononcée que celle du chiffre d'affaires du fait d'une moins bonne absorption des coûts fixes des activités au cours du 1er semestre.

Les flux de trésorerie sont impactés par :

- la saisonnalité du résultat opérationnel décrit ci-dessus ;
- la saisonnalité importante du besoin en fonds de roulement, dans la mesure où trois catégories de dépenses se concentrent en totalité sur les premiers mois de l'année :
 - les primes d'assurances ;
 - les bonus et primes d'intéressement ainsi que les charges sociales y afférant, payables en mars ;
 - les soldes d'impôt sur les sociétés relatifs à l'exercice précédent, payables selon les pays à une date variable au cours du 1er semestre.

Note 6 : Information sectorielle

Le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel du Groupe sont répartis entre les différents secteurs d'activité ci-dessous :

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires		Résultat opérationnel	
	S1 2017	S1 2016	S1 2017	S1 2016
Marine & Offshore	190,8	203,7	40,6	51,0
Agroalimentaire & Matières Premières	541,0	485,4	29,0	41,6
Industrie	559,6	551,7	52,8	54,4
Batiment & Infrastructure	547,5	504,0	58,9	58,1
Certification	188,8	172,5	32,2	27,8
Biens de consommation	332,4	304,1	72,7	70,6
TOTAL	2 360,1	2 221,4	286,2	303,5

Note 7 : Éléments du résultat opérationnel

(en millions d'euros)	S1 2017	S1 2016
Achats de matières	(47,2)	(40,8)
Sous-traitance opérationnelle	(191,1)	(183,5)
Locations immobilières et mobilières	(77,2)	(71,5)
Transports et déplacements	(203,1)	(187,5)
Frais de mission refacturés aux clients	40,4	44,0
Autres services extérieurs	(212,2)	(201,0)
Total achats et charges externes	(690,4)	(640,3)
Salaires et primes	(977,0)	(909,4)
Charges sociales	(222,3)	(205,7)
Autres charges liées au personnel	(45,5)	(47,3)
Total frais de personnel	(1 244,8)	(1 162,4)
Provisions sur créances	(7,5)	(13,3)
Provisions pour risques et charges	(4,2)	0,8
Total (dotations) / reprises de provisions	(11,7)	(12,5)
Gains/pertes sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(0,4)	2,0
Autres produits et charges d'exploitation	5,2	12,0
TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	4,8	14,0

Note 8 : Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur les résultats consolidés s'élève à 80,0 millions d'euros au 30 juin 2017 (93,6 millions d'euros au 30 juin 2016). Le taux effectif d'impôt (TEI), représentant la charge d'impôt divisée par le montant du résultat avant impôt, représente 35,4% au 30 juin 2017 (35,9% au 30 juin 2016).

Le taux effectif d'impôt ajusté des éléments non récurrents de résultat s'établit à 33,9%, en baisse de 0,7 points par rapport à juin 2016. Cette baisse résulte essentiellement de l'utilisation de déficits antérieurs imputés sur la période.

Comme au 31 décembre 2016, les actifs et passifs d'impôts différés ont été compensés au niveau de chaque groupe d'intégration fiscale au 30 juin 2017.

Les impôts différés, avant compensation par entité fiscale, portent principalement sur les engagements de retraites, les déficits reportables, les relations clientèles et accords de non concurrence acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises, ainsi que sur les provisions pour litiges et charges à payer, et sur l'ajustement à la juste valeur des instruments financiers.

Le détail des effets d'impôt relatifs aux autres éléments du résultat global s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2017			S1 2016		
	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Écarts de conversion	(141,0)		(141,0)	(1,0)	-	(1,0)
Gains / (pertes) actuariels	1,4	(0,5)	0,9	(14,1)	4,8	(9,3)
Couvertures de flux de trésorerie	-	-	-	(0,4)	0,2	(0,2)
TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	(139,6)	(0,5)	(140,1)	(15,5)	5,0	(10,5)

Note 9 : Écarts d'acquisition

Évolution des écarts d'acquisition au 30 juin 2017

(en millions d'euros)	S1 2017	S1 2016
Valeur brute	2 128,0	1 949,1
Pertes de valeur	(150,4)	(148,7)
Écarts d'acquisition au 1er janvier	1 977,6	1 800,4
Acquisitions d'activités consolidées de la période	51,0	85,8
Ecart de conversion et autres mouvements	(104,6)	(2,8)
Écarts d'acquisition au 30 JUIN	1 924,0	1 883,4
Valeur brute	2 072,9	2 031,9
Pertes de valeur	(148,9)	(148,5)
ÉCARTS D'ACQUISITION AU 30 JUIN	1 924,0	1 883,4

Évolution

Les quatre acquisitions réalisées lors du premier semestre 2017 ont entraîné une augmentation de 51 millions d'euros des écarts d'acquisition. Les principaux écarts d'acquisition concernent l'acquisition de Shanghai Project Management en Chine et celle de Siemic aux Etats-Unis: ils s'élèvent respectivement à 19,6 millions d'euros et 17,3 millions d'euros et ont été affectés au groupe d'UGT Construction et à l'UGT Biens de consommation.

Méthodologie

La valeur nette comptable des écarts d'acquisition est revue au minimum une fois par an dans le processus de clôture annuelle. Ces écarts d'acquisition sont soumis à des tests de dépréciation. A cette fin, ils sont affectés à des Groupes d'Unités Génératrices de Trésorerie ou à des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT).

Depuis début 2017, Bureau Veritas a modifié sa présentation sectorielle des résultats pour refléter son approche métier plus centrée sur les marchés financiers.

Le secteur « Matières Premières » a été renommé « Agroalimentaire & Matières Premières » et intègre désormais l'activité agroalimentaire du Groupe.

L'activité GSIT a été allouée à ce secteur « Agroalimentaire & Matières Premières », à l'exception de l'activité Automobile réallouée au secteur « Industrie ».

Enfin, une large majorité de l'activité IVS (Inspection et Vérification en Service) a été affectée au secteur « Bâtiments et Infrastructures », tandis que le solde a été affecté au secteur « Industrie ».

Au 30 juin 2017, l'organisation des UGT n'a pas été révisée pour tenir compte des modifications éventuelles apportées par la modification décrite précédemment. La réflexion est en cours et des changements seront probablement effectués lors de la clôture annuelle.

Des analyses ont été réalisées sur la base de l'organisation d'UGT actuelle en tenant compte des résultats au 31 décembre 2016 ainsi que des performances de ces activités au cours du 1^{er} semestre 2017.

Seul le groupe d'UGT « Agroalimentaire & Matières premières » a ainsi fait l'objet d'un test détaillé. En suivant les mêmes modalités que lors de l'exercice 2016. Les flux futurs de trésorerie ont été actualisés pour tenir compte des dernières prévisions de résultats disponibles et d'un éventuel changement d'estimation sur le moyen et long terme

La méthodologie retenue au 30 juin 2017 est similaire à celle retenue pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Deux facteurs déterminent notamment le résultat de cette estimation :

- Hypothèse de croissance : le taux de croissance perpétuelle utilisé pour le test réalisé est comparable à celui utilisé pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 et s'élève à 2% ;
- Taux d'actualisation : l'estimation de la valeur d'utilité est basée sur des excédents de trésorerie futurs actualisés au coût moyen pondéré du capital, qui est déterminé par un expert indépendant. Le taux d'actualisation retenu au 30 juin 2017 pour le groupe d'UGT « Agroalimentaire & Matières Premières » est de 8,3%. Au 31 décembre 2016, le taux qui avait été retenu était de 8,2%.

Résultats

Les analyses menées au 30 juin 2017 permettent de confirmer la valeur des écarts d'acquisition au bilan du Groupe.

La synthèse ci-dessous présente la valeur recouvrable et la valeur comptable (incluant les immobilisations incorporelles issues des acquisitions) de l'activité testée au 30 juin 2017.

(millions d'euros)

Groupe d'UGT		Valeur recouvrable	Valeur comptable	Dépréciation
Agroalimentaire & Matières premières	Monde	1 753	1 381	Non applicable

De manière générale, pour le groupe d'UGT testé, aucune variation raisonnablement possible des hypothèses clés d'un seul paramètre à la fois ne peut remettre en cause la valeur comptable de ces actifs.

Note 10 : Acquisitions et cessions

Acquisitions de la période

Acquisitions à 100% :

Mois d'acquisition	Nom de la Société	Activité	Pays
Janvier	SIEMIC, INC.	Equipements électriques	Etats-Unis
Février	Shanghai Project Management	Construction	Chine
Mars	Schutter Groep	Matières premières	Pays-Bas
Juin	California Code Check, Inc.,	Construction	Etats-Unis

Les acquisitions réalisées au 1er semestre 2017 sont les suivantes :

- Shanghai Project Management, une société chinoise de supervision de projets de construction. Elle a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 31,0 millions d'euros en 2016.
- Siemic, Inc., une société américaine d'essais et de certification d'équipements électriques et électroniques. Implantée en Californie et en Asie, la société emploie environ 100 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires estimé à 9,5 millions d'euros en 2016.
- Schutter Groep, une société néerlandaise intervenant dans le secteur des matières premières alimentaires. Elle propose des inspections, des essais en laboratoire, des services de gestion des risques, d'audit qualité des chaînes d'approvisionnement et de certification dans les domaines des huiles et graisses comestibles, céréales, aliments pour animaux et biocarburants. Elle emploie 600 personnes dans 11 pays et a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 35 millions d'euros en 2016.
- California Code Check, Inc., une société américaine spécialisée dans les services de tierce partie en matière de revue de plans, de vérification de conformité des permis de construire et d'inspection pour des municipalités. Sa clientèle se compose d'environ 30 villes et comtés en Californie. La société emploie 31 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 3,7 millions d'euros en 2016.

Le tableau ci-après est déterminé avant l'affectation finale du prix des acquisitions du 1er semestre 2017:

(en millions d'euros)	S1 2017		S1 2016	
PRIX DES ACTIVITÉS ACQUISES		85,4		131,8
Coût des actifs et passifs acquis		85,4		131,8
	<i>Valeur nette comptable</i>	<i>Juste valeur</i>	<i>Valeur nette comptable</i>	<i>Juste valeur</i>
Actifs et passifs acquis				
Actif non courant	6,6	51,2	15,1	86,9
Actif courant hors trésorerie	70,1	70,1	64,8	64,8
Passif courant hors endettement	(76,9)	(76,7)	(72,3)	(77,1)
Passif non courant hors endettement	0,3	(14,0)	(1,6)	(21,1)
Endettement	(0,3)	(0,3)	(2,9)	(2,9)
Intérêts minoritaires acquis	(6,1)	(6,1)	(14,5)	(14,5)
Trésorerie des sociétés acquises	10,2	10,2	9,9	9,9
Total des actifs et passifs acquis	3,9	34,4	(1,5)	46,0
ÉCARTS D'ACQUISITION		51,0		85,8

L'existence d'un écart d'acquisition résiduel non affecté est attribuable principalement au capital humain des sociétés acquises et aux synergies importantes attendues de ces acquisitions.

Les prix des activités acquises sont exclusivement payés en numéraire.

L'impact des acquisitions sur la trésorerie de l'exercice est le suivant:

(en millions d'euros)	S1 2017	S1 2016
Prix des activités acquises	(85,4)	(131,8)
Trésorerie des sociétés acquises	10,2	9,9
Coût d'acquisition restant à payer au 30 juin au titre des acquisitions de l'année	12,0	12,1
Décaissements sur acquisitions antérieures	(10,1)	(20,9)
IMPACT DES ACTIVITÉS ACQUISES SUR LA TRÉSORERIE	(73,2)	(130,7)

Le montant de (75,6) millions d'euros figurant sur la ligne « Acquisitions de filiales » du tableau consolidé des flux de trésorerie comprend pour (2,4) millions d'euros des frais d'acquisition.

Compléments de prix non décaissés

Des compléments de prix relatifs à des acquisitions antérieures au 1^{er} janvier 2017 avaient pour échéance le 1^{er} semestre 2017. Au 30 juin 2017, l'impact des compléments de prix non décaissés sur le compte de résultat est un produit de 2,5 millions d'euros (0,4 million d'euro au 30 juin 2016).

Note 11 : Activités abandonnées

Début 2017, dans le cadre de la rationalisation de son portefeuille d'activités au sein de la division Industrie, le Groupe a décidé de procéder à l'abandon d'une partie de ses activités européennes de tests non destructifs.

Les actifs des activités arrêtées ont été intégralement dépréciés pour mise à la juste valeur. Cette mise à la juste valeur ainsi que la valorisation des coûts de liquidation sont inclus dans le poste « Résultat net des activités abandonnées » du compte de résultat pour un montant de (3,4) millions d'euros.

Les actifs et passifs des activités destinées à être cédées ont été reclassés sur les lignes dédiées du bilan pour leur valeur nette comptable. La valeur nette comptable des actifs destinés à être cédés étant inférieure au prix de cession estimé, aucun ajustement de juste valeur n'a été comptabilisé.

Le résultat net de la période figure au poste « Résultat net des activités abandonnées » du compte de résultat pour un montant de (2,3) millions d'euros.

L'impact des activités abandonnées sur la trésorerie de l'exercice ainsi que sur les indicateurs du tableau consolidé des flux de trésorerie est non significatif.

Note 12 : Capital souscrit

Augmentation de capital par levées de stock-options

A la suite de l'exercice de 330 000 stock-options, le Groupe a procédé à une augmentation de capital pour un montant de 3,1 millions d'euros en prime d'émission.

Capital social

Le nombre total d'actions composant le capital au 30 juin 2017 est de 442 330 000.

Il était de 442 000 000 au 31 décembre 2016. Toutes les actions ont une valeur nominale de 0,12 euro et sont entièrement libérées.

Actions propres

Au 30 juin 2017, le Groupe possède 5 983 143 actions auto-détenues dont la valeur comptable est inscrite en diminution des capitaux propres.

Note 13 : Paiements en actions

Plans d'options d'achats d'actions

Au 1^{er} semestre 2017, la charge nette relative aux paiements en actions comptabilisée par le Groupe s'élève à 7,8 millions d'euros (1^{er} semestre 2016 : 10,2 millions d'euros).

Fonctionnement

Par décision du Conseil d'administration le 21 juin 2017, le Groupe a attribué à certains de ses salariés et au mandataire social 1 229 060 options d'achat d'actions. Le prix d'exercice des options est un montant fixe de 20,7 euros.

Les attributions sont subordonnées à l'accomplissement de 3 années de service ainsi qu'à la réalisation d'un objectif de performance basé sur le résultat opérationnel ajusté (ROA) de 2017 et sur le ratio ROA/chiffre d'affaires de 2018 et 2019. Les options sont d'une durée de 10 ans après la date d'octroi.

Évaluation

La juste valeur unitaire des options attribuées durant le semestre ressort à 1,7 euros. Cette juste valeur a été déterminée à l'aide du modèle d'options de Black-Scholes, selon les principales hypothèses suivantes :

- Volatilité attendue de l'action de 17,0 % ;
- Rendement du dividende de 2,7 % ;
- Durée anticipée de l'option de 4 ans ;
- Taux d'intérêt sans risque de (0,4) %, déterminé à partir des emprunts d'état sur la durée anticipée de l'option.

Le nombre des options à acquérir au titre de l'ensemble des plans est estimé selon un taux d'attrition de 1% par an (1^{er} semestre 2016 : 1%). Le plan du 21 juin 2016 attribuant des options d'achat d'actions était subordonné à un objectif de performance basé sur le résultat opérationnel ajusté 2016. Cet objectif a été atteint à 96.5%. Au 1^{er} semestre 2017, la charge relative aux stock-options comptabilisée par le Groupe s'élève à 0,7 million d'euros (1^{er} semestre 2016 : 1,6 million d'euros)

Plans d'attribution d'actions de performance

Fonctionnement

Par décision du Conseil d'administration le 21 juin 2017, le Groupe a attribué à certains de ses salariés et au mandataire social 1 207 820 actions de performance. Les attributions sont subordonnées à l'accomplissement de 3 années de service ainsi qu'à la réalisation d'un objectif de performance basé sur le résultat opérationnel ajusté (ROA) de 2017 et sur le ratio ROA/chiffre d'affaires de 2018 et 2019.

Évaluation

La juste valeur unitaire des actions attribuées à certains salariés et au mandataire social durant le 1^{er} semestre 2017 ressort à 18,9 euros. Cette juste valeur a été déterminée à l'aide du modèle d'options de Black-Scholes, selon les principales hypothèses suivantes :

- Prix de l'action à la date d'attribution ;
- Rendement du dividende de 2,7 %.

Au 1^{er} semestre 2017, la charge relative aux actions de performance attribuées par le Groupe s'élève à 7,1 millions d'euros (1^{er} semestre 2016 : 8,6 millions d'euros). Le nombre des actions à acquérir au titre de l'ensemble des plans attribués à certains salariés et au mandataire social est estimé selon un taux d'attrition de 5% par an (1^{er} semestre 2016 : 5%). Le nombre des actions à acquérir au titre du plan attribué au mandataire social est estimé selon un taux d'attrition de 0% par an (1^{er} semestre 2016 : 0%). Le plan du 21 juin 2016 attribuant des actions de performances était subordonné à un

objectif de performance basé sur le résultat opérationnel ajusté 2016. Cet objectif a été atteint à 96.5%.

Note 14 : Dette financière

(en millions d'euros)	Total	Moins d'1 an	Entre 1 et 2 ans	Entre 3 et 5 ans	Plus de 5 ans
Au 30 JUIN 2017					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (+ 1 an)	1 230,5		222,1	667,4	341,0
Émission Obligataire	1 200,0			500,0	700,0
DETTE FINANCIÈRE NON COURANTE	2 430,5	-	222,1	1 167,4	1 041,0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	64,5	64,5			
Concours bancaires	50,8	50,8			
DETTE FINANCIÈRE COURANTE	115,3	115,3			
Au 31 décembre 2016					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (+ 1 an)	1 292,9		174,5	852,8	265,6
Émission Obligataire	1 200,0		-	500,0	700,0
DETTE FINANCIÈRE NON COURANTE	2 492,9		174,5	1 352,8	965,6
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	83,5	83,5			
Émission obligataire	500,0	500,0			
Concours bancaires	6,0	6,0			
DETTE FINANCIÈRE COURANTE	589,5	589,5			

Le montant de la dette brute a diminué de 536,6 millions d'euros entre le 31 décembre 2016 et le 30 juin 2017 pour atteindre 2 545,8 millions d'euros.

Dans le tableau ci-dessus, les intérêts tiennent compte de l'incidence des couvertures sur la dette (instruments dérivés de devises) .

Au 30 juin 2017, la quasi-totalité de la dette brute du Groupe est composée des programmes de financement suivants :

Financements non bancaires

Les financements non bancaires sont composés des programmes suivants :

- Les US Private Placement 2008, 2010, 2011 & 2014, 2013 & 2014 pour un total de 616 millions de dollars américains, 184,1 millions d'euros et 63 millions de livres sterling ;
- Les différentes tranches des emprunts Schuldschein pour un total de 260 millions d'euros ;
- Les émissions obligataires réalisées janvier 2014 et septembre 2016 pour un total de 1,2 milliard d'euros.

Financements bancaires

Les financements bancaires sont composés de deux programmes au 30 juin 2017 :

- Un crédit syndiqué « Emprunt Syndiqué 2012 » d'un montant de 450 millions d'euros garanti et non tiré;
- Un financement bancaire de 200 millions de dollars américains intégralement tiré au 30 juin 2017.

Financements disponibles

Au 30 juin 2017, le Groupe dispose d'une ligne de financement confirmée : l'Emprunt Syndiqué 2012, d'un montant total de 450 millions d'euros.

Ratios bancaires

Au 30 juin 2017, les mêmes ratios financiers que ceux en vigueur au 31 décembre 2016 sont applicables. Ces ratios sont respectés au 30 juin 2017, comme au 31 décembre 2016.

- Le premier ratio est défini comme le rapport entre la dette financière nette ajustée sur l'EBITDA consolidé (Résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise, et il doit être inférieur à 3,25. Au 30 juin 2017, ce ratio s'élevait à 2,51 ;
- Le second ratio représente l'EBITDA consolidé (Résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise sur les charges financières nettes du Groupe et il doit être supérieur à 5,5. Au 30 juin 2017, ce ratio s'élevait à 9,61.

Répartition par devise

La décomposition des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (courants et non-courants) par devise se présente comme suit :

Devise d'emprunt (en millions d'euros)	Juin 2017	Décembre 2016
Dollar US (USD)	716,6	775,3
Euro (EUR)	1 764,0	2 283,3
Autres Devises	14,4	17,8
TOTAL	2 495,0	3 076,4

Les tranches en livre sterling de l'*US Private Placement 2008* sont converties en euros de façon synthétique et sont ainsi inclus dans la catégorie « Euro (EUR) ». Une description des instruments financiers dérivés figure en Note- 20 « Information complémentaire sur les instruments financiers ».

Répartition taux fixe/ taux variable

Au 30 juin 2017, la dette financière brute se répartit comme suit :

(en millions d'euros)	Juin 2017	Décembre 2016
Taux fixe	1 960,9	2 518,4
Taux variable	534,1	558,0
TOTAL	2 495,0	3 076,4

Les dates contractuelles de révision des taux variables sont inférieures ou égales à 6 mois. Les taux de référence utilisés sont l'Euribor pour les financements à taux variable en euros et le Libor USD pour les financements à taux variable et en dollars américains.

Les taux d'intérêt des emprunts bancaires avec la marge sont détaillés ci-dessous aux dates de clôture :

Devise d'emprunt	Jun 2017	Décembre 2016
Dollar US (USD)	2,45%	2,18%
Euro (EUR)	1,10%	1,10%

Les taux d'intérêt effectifs (TIE) sont proches des taux faciaux pour tous les programmes de financement.

Les analyses de sensibilité sur les risques de taux et de change, tels que définis par IFRS 7, figurent en Note 20-« Information complémentaire sur les instruments financiers ».

Indicateur financier non défini par les normes IFRS

Dans le cadre de sa communication externe sur la dette financière, le Groupe utilise comme indicateur la « **dette financière nette ajustée** ». Cet indicateur non défini par les normes IFRS est déterminé selon la définition issue des ratios bancaires du Groupe :

(en millions d'euros)	Jun 2017	Décembre 2016
Dette financière non courante	2 430,5	2 492,9
Dette financière courante	115,3	589,5
DETTE FINANCIÈRE BRUTE	2 545,8	3 082,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(284,8)	(1 094,1)
DETTE FINANCIÈRE NETTE	2 261,0	1 988,3
Instruments de couverture de devises (selon ratios bancaires)	9,6	8,1
DETTE FINANCIÈRE NETTE AJUSTÉE	2 270,6	1 996,4

Note 15 : Garanties et cautions données

Les montants et les échéances des garanties octroyées sont les suivants :

(en millions d'euros)	Total	À moins d'un an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Au 30 JUIN 2017	396,8	214,2	152,0	30,6
Au 31 décembre 2016	421,2	231,2	165,8	24,2

m

Les garanties octroyées incluent des garanties et cautions de types garantie bancaire et garantie parentale.

Au 30 juin 2017, le Groupe considère que le risque de décaissement relatif à des garanties décrites ci-dessus est faible.

Note 16 : Provisions pour risques et charges

(en millions d'euros)	Décembre 2016	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Effet de l'actualisation de périmètre	Variations de périmètre	Ecarts de conversion et autres mouvements	Jun 2017
Provisions pour litiges sur contrats	57,8	2,8	(3,6)	(0,7)	0,5	-	(2,2)	54,6
Autres provisions pour risques et charges	63,8	23,2	(8,0)	(10,1)	-	(0,3)	(1,1)	67,5
TOTAL PROVISIONS	121,6	26,0	(11,6)	(10,8)	0,5	(0,3)	(3,3)	122,1

Provisions pour litiges sur contrats

Les provisions pour litiges sur contrats inscrites au bilan au 30 juin 2017 prennent en compte les principaux litiges présentés au paragraphe 1.5 « Description des principaux risques et incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice » du rapport d'activité.

Sur la base des garanties d'assurance disponibles et/ou des provisions comptabilisées par le Groupe, et en l'état des informations connues à ce jour, le Groupe estime que ces sinistres n'auront pas d'impact défavorable significatif sur les états financiers consolidés.

Autres provisions pour risques et charges

Le poste autres provisions pour risques et charges inclut les provisions pour restructurations, les provisions pour risques fiscaux, les provisions pour pertes à terminaison ainsi que d'autres provisions dont le montant pris individuellement est non significatif.

S'agissant de l'ensemble des litiges fiscaux en cours, le Groupe, avec l'aide de ses conseils, estime que les provisions pour risques constituées dans ses états financiers, traduisent la meilleure estimation des conséquences potentielles de ces litiges.

Il n'existe pas d'autres enquêtes ou procédures gouvernementales, administratives, judiciaires ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont le Groupe a eu connaissance, qui soit en suspens ou dont le Groupe soit menacé) susceptibles d'avoir ou ayant eu, au cours des six derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

Note 17 : Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

La variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité s'élève à (144,8) millions d'euros au 30 juin 2017 contre (145,0) millions d'euros au 30 juin 2016.

Elle se ventile comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2017	S1 2016
Créances clients et comptes rattachés	(70,2)	(46,8)
Fournisseurs et comptes rattachés	(2,6)	(13,9)
Autres débiteurs et créditeurs	(72,0)	(84,3)
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ	(144,8)	(145,0)

Note 18 : Résultat par action

Le calcul du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et du nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation, utilisés pour la détermination des résultats par action, sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

(en milliers)	S1 2017	S1 2016
Nombre d'actions composant le capital au 1er janvier	442 000	442 000
Nombre d'actions émises durant l'année (prorata temporis)		
Attribution d'actions de performance	-	-
Exercice d'options de souscription ou d'achat d'actions	91	105
Nombre d'actions autodétenues	(5 915)	(4 993)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	436 176	437 113
Effet dilutif		
Attribution d'actions de performance	3 723	3 358
Options de souscription ou d'achat d'actions	409	416
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ DILUÉ D' ACTIONS UTILISÉ POUR LE CALCUL DU RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION	440 308	440 887

Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

	S1 2017	S1 2016
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	130 230	159 605
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	436 176	437 113
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION (€)	0,30	0,37

Résultat dilué

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de tous les instruments financiers ayant un effet potentiellement dilutif.

La Société possède deux catégories d'instruments ayant un effet potentiellement dilutif : des options sur actions et des actions de performance.

Pour les options sur actions, un calcul est effectué afin de déterminer le nombre d'actions qui auraient pu être émises sur la base du prix d'exercice et la juste valeur des droits de souscription attachés aux options sur actions en circulation. Le nombre d'actions ainsi calculé est comparé au nombre d'actions qui auraient été émises si les options avaient été exercées.

Les actions de performance sont des actions ordinaires potentielles dont l'émission est subordonnée à l'accomplissement d'une période de service ainsi qu'à la réalisation d'objectifs de performance.

	S1 2017	S1 2016
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	130 230	159 605
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat dilué par action (en milliers)	440 308	440 887
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION (€)	0,30	0,36

Note 19 : Dividende par action

Le 22 mai 2017, la société mère a procédé à la distribution de dividendes au titre de l'exercice 2016, aux actions ayant droit à hauteur de 239,8 millions d'euros correspondant au paiement d'un dividende unitaire de 0,55 euro par action (0,51 euro en 2016).

Note 20: Information complémentaire sur les instruments financiers

Le tableau suivant présente, par catégorie d'instruments financiers selon IAS 39, les valeurs comptables, leur décomposition par type de valorisation et leur juste valeur à la clôture de chaque exercice :

<u>Mode de valorisation au bilan selon la norme IAS 39</u>							
	Categorie IAS 39	Valeur au bilan	Coût amorti	Coût	Juste valeur par capitaux propres	Juste valeur par compte de résultat	Juste valeur
AU 30 JUIN 2017							
Actifs financiers							
Titres de participation non consolidés	JVCR	1,2	-	-	-	1,2	1,2
Autres actifs financiers non courants	ADE	104,1	104,1	-	-	-	104,1
Clients et autres débiteurs	PC	1 504,9	1 504,9	-	-	-	1 504,9
Actifs financiers courants	PC	39,0	39,0	-	-	-	39,0
Instruments financiers dérivés	JVCR/JVCP	3,9	-	-	-	3,9	3,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	JVCR	284,8	-	-	-	284,8	284,8
Passifs financiers							
Emprunts et dettes auprès d'établiss	CA	2 495,0	2 495,0	-	-	-	2 555,2
Concours bancaires	JVCR	50,8	-	-	-	50,8	50,8
Autres passifs financiers non courant	CA/JVCP	70,7	44,7	-	26,0	-	70,7
Dettes fournisseurs et autres crédite	CA	1 002,5	1 002,5	-	-	-	1 002,5
Passifs financiers courants	CA/JVCP	140,9	113,0	-	27,9	-	140,9
Instruments financiers dérivés	JVCR/JVCP	15,9	-	-	9,7	6,2	15,9
Au 31 décembre 2016							
Actifs financiers							
Titres de participation non consolidés	JVCR	1,3	-	-	-	1,3	1,3
Autres actifs financiers non courants	ADE	69,2	69,2	-	-	-	69,2
Clients et autres débiteurs	PC	1 439,3	1 439,3	-	-	-	1 439,3
Actifs financiers courants	PC	51,0	51,0	-	-	-	51,0
Actifs financiers courants	JVCR	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	JVCR/JVCP	3,7	-	-	-	3,7	3,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	JVCR	1 094,1	-	-	-	1 094,1	1 094,1
Passifs financiers							
Emprunts et dettes auprès d'établiss	CA	3 076,4	3 076,4	-	-	-	3 278,4
Concours bancaires	JVCR	6,0	-	-	-	6,0	6,0
Autres passifs financiers non courant	CA/JVCP	74,8	66,2	-	8,6	-	74,8
Dettes fournisseurs et autres crédite	CA	1 041,5	1 041,5	-	-	-	1 041,5
Passifs financiers courants	CA/JVCP	106,3	73,2	-	33,1	-	106,3
Instruments financiers dérivés	JVCR/JVCP	16,1	-	-	8,1	8,0	16,1

Note : les abréviations des catégories d'IAS 39 sont les suivantes :

- ADE pour les actifs détenus jusqu'à l'échéance,
- PC pour les prêts et créances,
- JVCR pour les instruments à juste valeur par compte de résultat hors intérêts courus non échus,
- JVCP pour les instruments à juste valeur par capitaux propres hors intérêts courus non échus,
- CA pour les dettes financières valorisées au coût amorti.

A l'exception des éléments ci-dessous, le Groupe estime que la valeur comptable de ses instruments financiers figurant au bilan est proche de la juste valeur.

La juste valeur des actifs financiers courants tels que les SICAV correspond à leur dernière valeur liquidative connue (technique de valorisation de niveau 1).

La juste valeur de la trésorerie, équivalents de trésorerie et concours bancaires correspond à la valeur nominale en euros ou convertie en euros au cours de clôture. Le Groupe estime que leur juste valeur est proche de leur valeur nette comptable car ce sont des actifs ou des passifs à très court terme.

Pour les emprunts à taux fixe tels que USPP 2008, USPP 2010, USPP 2011, USPP 2014, les emprunts SSD ainsi que les trois émissions obligataires, la juste valeur pour chaque emprunt est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs avec un taux de marché correspondant à la devise des flux (EURO, GBP ou USD) à la date de clôture de l'exercice corrigé du risque de crédit du Groupe. Pour les emprunts à taux variable tels que le Crédit Syndiqué 2012, l'USPP 2013, l'USPP 2014, L'Emprunt bancaire 2015 ou même certaines tranches des emprunts SSD, la juste valeur est approximativement égale à la valeur nette comptable. Il s'agit d'une technique de valorisation de niveau 2, basée sur des données de marché observables.

La Juste Valeur des instruments dérivés de change est égale à la différence entre le montant actualisé vendu ou acheté dans une devise (valorisé en euros au cours à terme) et le montant vendu ou acheté dans cette devise (valorisé au cours de clôture).

Pour les instruments dérivés de devises (essentiellement en livre sterling) la Juste Valeur est basée sur une actualisation des flux (intérêts à recevoir en livre sterling et à payer en euros ainsi que l'achat à terme de livre sterling contre euros) sur la durée restante de l'instrument à la date de clôture. Les taux d'actualisation utilisés sont les taux de marché correspondant à la maturité des flux. Le montant actualisé des flux en livre sterling est converti au cours de clôture.

L'évaluation de la juste valeur des instruments dérivés de change et des instruments dérivés de devises fait appel à des techniques de valorisation qui s'appuient sur des données de marché observables (niveau 2) et selon les modèles de valorisation généralement admis.

Les natures de profits et de pertes constatés par catégorie d'instrument financier, se décomposent comme suit :

		Ajustements				Gains / (pertes) nets juin 2017	Gains / (pertes) nets juin 2016
		Intérêts	de juste valeur	du coût amorti	Ecarts de change		
(en millions d'euros)							
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	ADE	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	PC	-	-	-	(11,1)	6,1	(1,9)
Actifs et passifs financiers à la JV par compte de résultat	JVCR	1,1	-	-	(1,9)	-	(0,8)
Dettes financières au coût amorti	CA	(47,7)	-	-	2,1	-	(45,6)
TOTAL		(46,6)	-	-	(10,9)	6,1	(42,2)

Analyse de sensibilité

En raison du caractère international de ses activités, le Groupe est exposé à un risque de change découlant de l'utilisation de plusieurs devises étrangères même si des couvertures naturelles peuvent exister du fait de la correspondance des coûts et des produits dans de nombreuses entités du Groupe où les prestations de service sont fournies localement.

Risque de change opérationnel

Pour les activités du Groupe qui s'exercent sur des marchés locaux, les recettes et les coûts sont exprimés pour l'essentiel en devise locale. Pour les activités du Groupe liées à des marchés globalisés, une partie du chiffre d'affaires est libellée en dollar américain.

La part du chiffre d'affaires consolidé sur le premier semestre 2017 libellée en USD dans les pays dont la devise fonctionnelle diffère de l'USD ou des devises corrélées à l'USD s'élève à 9%.

Ainsi, une variation de 1% de l'USD contre toutes devises aurait un impact de 0.09% sur le chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

Risque de conversion

La devise de présentation des états financiers étant l'euro, le Groupe doit convertir en euros les produits et charges libellés dans d'autres monnaies que l'euro lors de la préparation des états financiers. Cette conversion est réalisée au taux moyen de la période. En conséquence, les variations de cours de change de l'euro par rapport aux autres devises affectent le montant des postes concernés dans les états financiers consolidés même si leur valeur reste inchangée dans leur devise d'origine.

Sur le premier semestre 2017, plus de 70% du chiffre d'affaires du Groupe résultaient de la consolidation des états financiers d'entités avec une devise fonctionnelle autre que l'euro :

- 19,0% du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est l'USD ou une devise corrélée à l'USD (y compris le dollar de Hong Kong) ;
- 10,7% du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est le yuan chinois ;
- 4,1% du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est le réal brésilien ;
- 3,8% du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est le dollar australien ;
- 3,7% du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est la livre sterling ;
- 3,6% du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est le dollar canadien.

Les autres devises, prises individuellement, ne représentaient pas plus de 3% du chiffre d'affaires du Groupe.

Ainsi, une variation de 1 % de l'euro contre le dollar américain et les devises corrélées auraient eu un impact de 0,19% sur le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2017 et de 0,21% sur le résultat d'exploitation du premier semestre 2017.

Risque de change financier

Le Groupe, s'il le juge nécessaire assure la couverture de certains engagements en alignant les coûts de financement sur les produits d'exploitation dans les devises concernées.

De plus, lorsqu'un financement est mis en place dans une devise différente de la devise fonctionnelle du pays, le Groupe procède à des couvertures de devises ou de change pour les principales devises ou bien recourt à des prêts à perpétuité pour se prémunir du risque de change au compte de résultat.

Le tableau ci-dessous présente l'analyse de sensibilité au 30 juin 2017 sur les instruments financiers exposés au risque de change sur les principales monnaies étrangères au niveau du Groupe (soit l'euro, le dollar américain et la livre sterling).

(en millions d'euros)	Devises non fonctionnelles		
	USD	EUR	GBP
Passif financier	(1 002,8)	(74,1)	(119,4)
Actif financier	903,5	26,0	94,3
Position nette (Actif-Passif) avant couverture	(99,3)	(48,1)	(25,1)
Instruments financiers de couverture de change	389,7		23,3
Position Nette (Actif - Passif) après couverture	290,4	(48,1)	(1,8)
Impact d'une augmentation de 1% des cours de change			
Sur les capitaux propres			1,8
Sur le résultat net avant impôts	2,9	(0,5)	
Impact d'une diminution de 1% des cours de change			
Sur les capitaux propres			(1,9)
Sur le résultat net avant impôts	(2,9)	0,5	

Le Groupe est exposé à un risque de change inhérent à des instruments financiers libellés dans une monnaie étrangère, c'est-à-dire dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de chacune des entités du Groupe. L'analyse de sensibilité ci-dessus présente l'impact que pourrait avoir la variation significative de l'euro, du dollar américain et de la Livre sterling sur le résultat et les capitaux propres en tant que devise non fonctionnelle. Dans le cas du dollar américain, ne sont pas incluses dans l'étude, les entités pour lesquelles la devise fonctionnelle est une devise fortement corrélée au dollar américain (par exemple : les entités basées à Hong-Kong). De plus, les passifs libellés dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de l'entité et ayant fait l'objet d'une couverture pour les convertir de façon synthétique dans la monnaie fonctionnelle, ne sont pas inclus. Les impacts d'une variation de 1% sur les couvertures sont présentés dans le tableau ci-dessus. Les instruments financiers libellés dans une monnaie étrangère qui font l'objet de cette analyse de sensibilité correspondent aux principaux postes du bilan de nature monétaire et plus particulièrement aux actifs financiers non courants et courants, aux créances clients et d'exploitation, à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux dettes financières courantes et non courantes, aux passifs courants et aux dettes fournisseurs.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est essentiellement généré par des éléments d'actif et de passif portant intérêt à taux variable. La politique du Groupe à cet égard consiste à limiter l'impact de la hausse des taux d'intérêt et permet d'avoir recours au besoin à des instruments dérivés de taux.

Le Groupe suit mensuellement son exposition au risque de taux et apprécie le niveau des couvertures mises en place ainsi que leur adaptation au sous-jacent. Sa politique consiste, en tout état de cause,

à ne pas être exposé au risque d'augmentation des taux d'intérêts pour une part supérieure à 60 % de la dette nette consolidée. Ainsi, le Groupe est susceptible de conclure des accords de swaps, tunnels ou autres instruments de façon à se conformer aux objectifs fixés. Les instruments utilisés sont de nature non spéculative. Au 30 juin 2017, le Groupe ne dispose pas de couverture de taux.

Le tableau ci-dessous présente, au 30 juin 2017, l'échéance des actifs et dettes financières à taux fixe et à taux variable :

(en millions d'euros)	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total juin 2017
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit à taux fixe	-	(1 173,0)	(787,9)	(1 960,9)
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit à taux variable	(64,5)	(391,7)	(77,9)	(534,1)
Concours bancaires	(50,8)			(50,8)
Total - Passif Financier	(115,3)	(1 564,7)	(865,8)	(2 545,8)
Total - Actif Financier	284,8			284,8
Position Nette (Actif - Passif) à taux variable avant couverture	169,5	(391,7)	(77,9)	(299,9)
Instruments financiers de couverture de taux				
Position Nette (Actif - Passif) à taux variable après couverture	169,5	(391,7)	(77,9)	(299,9)
Impact d'une augmentation de 1% des taux d'intérêt				
Sur les capitaux propres				
Sur le résultat net avant impôts				(3,0)
Impact d'une diminution de 1% des taux d'intérêt				
Sur les capitaux propres				
Sur le résultat net avant impôts				3,0

Au 30 juin 2017, compte tenu de la position nette à taux variable après couverture présentée dans le tableau ci-dessus, le Groupe estime qu'une augmentation de 1 % des taux d'intérêt à court terme dans toutes les devises entraînerait une augmentation de la charge d'intérêt du Groupe de l'ordre de 3,0 millions d'euros.

La dette supérieure à 5 ans, soit 865,8 millions d'euros est essentiellement à taux fixe. Au 30 juin 2017, 77% de la dette brute consolidée du Groupe était à taux fixe.

Note 21 : Transactions avec les parties liées

Les parties liées sont le Groupe Wendel, actionnaire principal de la Société, ainsi que le Président du Conseil d'administration et le Directeur Général, mandataires sociaux de la Société.

À compter du 8 mars 2017, la rémunération du Président du Conseil d'administration se compose d'une rémunération fixe et de jetons de présence, à l'exception de toute rémunération variable, d'avantages en nature, et de toute attribution d'options de souscription ou d'actions de performance.

Au 30 juin 2017, les montants comptabilisés au titre des rémunérations versées (parts fixe et variable) et des plans de rémunération à long terme (attribution d'options d'achats d'options et d'actions de performance) sont les suivants :

(en millions d'euros)	S1 2017	S1 2016
Salaires	1,1	1,2
Stock-options	0,1	0,3
Attribution d'actions de performance	0,6	1,0
TOTAL COMPTABILISÉ EN CHARGES DE L'EXERCICE	1,8	2,5

Les montants indiqués correspondent à la juste valeur comptable des options et des actions conformément à la norme IFRS 2. Il ne s'agit donc pas des montants réels qui pourraient être dégagés lors de l'exercice des options de souscription si celles-ci sont exercées ou lors de l'acquisition des actions, si celles-ci deviennent acquises. Il est par ailleurs rappelé que ces attributions d'options et actions sont soumises à des conditions de présence et de performance.

La valorisation des actions correspond à la juste valeur évaluée selon le modèle Black-Scholes et non à une rémunération réellement perçue. Ces attributions d'actions de performance sont soumises à des conditions de présence et de performance.

Le nombre d'options d'achat d'actions détenues par le Directeur général s'élève à 510 960 au 30 juin 2017 (30 juin 2016 : 1 110 720), à une juste valeur unitaire de 2,23 euros (30 juin 2016 : 2,46 euro).

Le nombre d'actions de performance attribuées au Directeur général s'élève à 890 320 au 30 juin 2017 (1 218 240 au 30 juin 2016).

Note 22 : Événements postérieurs à la clôture

Financement

Le Groupe a une opération de refinancement en cours pour un total de 355 millions de dollars américains et à taux fixe. Cette opération sur le marché privé américain permettrait notamment d'allonger la maturité de la dette de dix ans respectivement pour Bureau Veritas SA à hauteur de 155 millions de dollars et à partir de 2018, et pour Bureau Veritas Holdings, Inc à hauteur de 200 millions de dollars et à partir de 2017.

Note 23 : Périmètre de consolidation

Sociétés consolidées par intégration globale

Les entités mentionnées ci-dessus sont toutes consolidées selon la méthode de l'intégration globale car elles sont toutes contrôlées par Bureau Veritas. Le Groupe dispose de la majorité des droits dans les organes de direction ou dirige les politiques financière et opérationnelle de ces sociétés.

Pays	Entreprises	Type	2017		2016	
			% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
Afrique du Sud	Bureau Veritas South Africa (Pty) Ltd	F	70,00	70,00	70,00	70,00
Afrique du Sud	Bureau Veritas Testing and Inspections South Africa (Pty) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Afrique du Sud	Bureau Veritas Inspectorate Laboratories (Pty) Ltd	F	73,30	73,30	73,30	73,30
Afrique du Sud	Bureau Veritas Marine Surveying (Pty) Ltd	F	51,00	37,38	51,00	37,38
Afrique du Sud	M&L Laboratory Services (Pty) Ltd	F	100,00	73,30	100,00	73,30
Afrique du Sud	Bureau Veritas Gazelle (Pty) Ltd	F	70,00	70,00	70,00	70,00
Afrique du Sud	Carab Technologies (Pty) Ltd	F	100,00	70,00	100,00	70,00
Afrique du Sud	Tekniva (Pty) Ltd	F	100,00	70,00	100,00	70,00
Algérie	Bureau Veritas Algérie SARL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Bureau Veritas Certification Germany GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Bureau Veritas CPS Germany GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Bureau Veritas Construction Services GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Bureau Veritas Germany Holding GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Bureau Veritas Industry Services GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Inspectorate Deutschland GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Tecnitas Central Europe	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Unicar Germany GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	7 Layers GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Bureau Veritas Material Testing GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Schutter Deutschland GmbH	F	100,00	100,00	-	-
Allemagne	Wireless IP GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Bureau Veritas sa – Allemagne	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Angola	Bureau Veritas Angola Limitada	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Arabie Saoudite	Bureau Veritas Saudi Arabia Testing Services Ltd	F	75,00	75,00	75,00	75,00
Arabie Saoudite	Inspectorate International Saudi Arabia Co Ltd	F	65,00	65,00	65,00	65,00
Arabie Saoudite	Matthew sDaniel Loss Adjusting and Survey Company Limited	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Arabie Saoudite	Sievert Arabia Co Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Arabie Saoudite	Bureau Veritas sa - Arabie Saoudite	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Argentine	Bureau Veritas Argentina SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Argentine	ACME Analytical Laboratories (Argentina) SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Argentine	Net Connection International S.R.L	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Argentine	CH International Argentina S.R.L	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Argentine	Schutter Argentina S.A	F	100,00	100,00	-	-
Arménie	BIVAC Armenia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas Australia Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas HSE	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas Asset Integrity & Reliability Services Australia Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas Asset Integrity & Reliability Services Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Pays	Entreprises	Type	2017		2016	
			% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
Australie	Bureau Veritas International Trade Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas Minerals Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Ultra Trace Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Matthew sDaniel Int. (Australia) Pty	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	TMC Marine Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas AsureQuality Finance PTY Ltd	F	51,00	51,00	51,00	51,00
Australie	Bureau Veritas AsureQuality Holding PTY Ltd	F	51,00	51,00	51,00	51,00
Australie	Dairy Technical Services Pty Ltd	F	51,00	51,00	51,00	51,00
Autriche	Bureau Veritas Austria GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Azerbaïdjan	Bureau Veritas Azeri Ltd Liability Company	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Azerbaïdjan	Inspectorate International Azeri LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bahamas	Inspectorate Bahamas Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bahrein	Bureau Veritas sa – Bahrein	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Bangladesh	BIVAC Bangladesh	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bangladesh	Bureau Veritas CPS Bangladesh Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bangladesh	Bureau Veritas Bangladesh Private Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bangladesh	Bureau Veritas CPS Chittagong Ltd	F	99,80	99,80	99,80	99,80
Belarus	Bureau Veritas Bel Ltd FLLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	Bureau Veritas Certification Belgium	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	Association Bureau Veritas ASBL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	Bureau Veritas Marine Belgium & Luxembourg SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	Inspectorate Ghent NV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	Inspectorate Antwerp NV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	UniCar Benelux SPRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	SA Euroclass NV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	Schutter Belgium BVBA	F	100,00	100,00	-	-
Belgique	Bureau Veritas sa - Belgique	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Bénin	BIVAC International Bénin SARL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bénin	Bureau Veritas Bénin SARL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bénin	Société d'exploitation du guichet unique du Bénin - SEGUB SA	F	51,00	46,00	51,00	46,00
Bermudes	Matthew sDaniel Services (Bermuda) Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bermudes	Matthew sDaniel Holdings (Bermuda) Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Birmanie	Myanmar Bureau Veritas Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bolivie	Bureau Veritas Fiscalizadora Boliviana SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bolivie	Bureau Veritas Argentina SA succursale Bolivia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bosnie	Bureau Veritas BH DOO Sarajevo	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Bureau Veritas do Brasil Sociedade Classificadora e Certificadora Ltda.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	BVQI do Brasil Sociedade Certificadora Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Pays	Entreprises	Type	2017		2016	
			% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
Brésil	Auto Reg Serviços Técnicos de Seguros Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Auto Vis Serviços Tecnicos de Avaliações Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Inspectorate do Brasil Inspeções Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Sistema PRI Engenharia Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	ACME Analytical Laboratorios Ltda.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Matthew sDaniel do Brasil Avaliação de Riscos Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	NCC Certificações do Brazil Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Ch International do Brazil Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Associação NCC Certificações do Brasil	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Kuhlmann Monitoramento Agricola Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Schutter do Brazil Ltda	F	100,00	100,00	-	-
Brunei	Bureau Veritas sa - Brunei	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Bulgarie	Bureau Veritas Bulgaria Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bulgarie	Inspectorate Bulgaria EOOD	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Burkina Faso	Bureau Veritas Burkina Faso Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Cambodge	Bureau Veritas (Cambodia) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Cameroun	Bureau Veritas Douala SAU	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Bureau Veritas Canada Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Bureau Veritas Certification Canada Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Maxxam Analytics International Corporation	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Bureau Veritas Commodities Canada Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Matthew sDaniel International (Canada) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Matthew sDaniel International (New foundland) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	Bureau Veritas Chile SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	Bureau Veritas Certification Chile SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	Bureau Veritas Chile Capacitacion Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	ECA Control y Asesoramiento SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	Centro de Estudios Medicion y Certificacion de Calidad Cesmec SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	Asesoria Minera Geoanalitica Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	Inspectorate Servicios de Inspeccion Chile Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
China	Bizheng Engineering Technical Consulting (Shanghai) Co Ltd	F	68,00	68,00	-	-
Chine	Bureau Veritas Hong Kong Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas Investment (Shanghai) Co Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas CPS Shanghai Co Ltd	F	85,00	85,00	85,00	85,00

Pays	Entreprises	Type	2017		2016	
			% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
Chine	Bureau Veritas LCIE China Company Limited	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas Certification Hong Kong Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas Certification Beijing Co. Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BIVAC Asian Cre (Shanghai) Inspection CO. Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas Hong-Kong Branch Marine	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas CPS Hong-Kong Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Tecnitas Far East Co, Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas CPS Guangzhou Co. Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas (Tianjin) Safety Technology Co Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas Shenzhen Co Ltd	F	80,00	80,00	80,00	80,00
Chine	NDT Technology Holding Company	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas-Fairweather Inspection & Consultants Co Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas Marine China Co Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	ADT (Shanghai) corporation	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas Quality Services Shanghai Co., Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Inspectorate (Shanghai) Ltd JV China	F	85,00	85,00	85,00	85,00
Chine	Bureau Veritas 7 Layers Communications Technology (Shenzen) Co Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas CPS HK Hsinchu Branch	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas CPS Jiangsu Co Ltd	F	60,00	51,00	60,00	51,00
Chine	Beijing Huaxia Supervision Co Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Shanghai Davis Testing Technology Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Zhejiang Bureau Veritas CPS Shenyue Co., Ltd.	F	60,00	51,00	60,00	51,00
Chine	Bureau Veritas CPS (Shenou) Zhejiang Co Ltd	F	60,00	51,00	60,00	51,00
Chine	Matthew sDaniel Offshore (Hong Kong) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Shanghai TJU Engineering Service Co Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Shandong Chengxin Engineering Consulting & Jianli Co. Ltd	F	70,00	70,00	70,00	70,00
Chine	Ningbo Hengxin Engineering Testing Co Ltd	F	70,00	70,00	70,00	70,00
Chine	Beijing Huali Bureau Veritas Technical Service Co. Ltd	F	60,00	60,00	60,00	60,00
Chine	Centre of Testing Service (Ningbo) Co Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Shandong Hengyuan Engineering Consulting	F	100,00	70,00	100,00	70,00
Chine	Bureau Veritas-CQC Testing Technology Co. Ltd	F	60,00	60,00	60,00	60,00
Chine	Chongqing Liansheng Construction Project Management Co., Ltd.	F	80,00	80,00	80,00	80,00

Pays	Entreprises	Type	2017		2016	
			% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
Chine	Chongqing Liansheng Seine cost consulting Co Ltd	F	80,00	80,00	80,00	80,00
Chine	Wuhu Liansheng Construction Project Management Co., Ltd	F	80,00	80,00	80,00	80,00
Chine	Chongoing Liansheng Henggu Construction Testing Co. Ltd	F	80,00	80,00	80,00	80,00
Chine	Hangzhou VEO Standards Technical Services Co. Ltd	F	65,00	65,00	65,00	65,00
Chine	Bizheng Engineering Technical Consulting (Shanghai) Co Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas Commodities (Hebei) Co. Ltd	F	67,00	67,00	67,00	67,00
Chine	Wuhan Detect Technology Company Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chypre	Bureau Veritas Cyprus Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	Bureau Veritas Colombia Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	BVQI Colombia Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	ECA Interventorias Y Consultorias de Colombia Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	Inspectorate Colombia Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	T H Hill Colombia branch	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	Tecnicontrol SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	PRI Colombia SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Congo	Bureau Veritas Congo SAU	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Congo	BIVAC Congo	H	100,00	100,00	100,00	100,00
Corée	Bureau Veritas Korea Co Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Corée	Bureau Veritas KOTITI Korea Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Corée	Bureau Veritas CPS ADT Korea Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Corée	7 Layers Korea Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Corée	Bureau Veritas sa - Corée	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Côte d'Ivoire	Bureau Veritas Côte d'Ivoire SAU	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Côte d'Ivoire	BIVAC Scan Côte d'Ivoire SA	F	61,99	61,99	61,99	61,99
Côte d'Ivoire	BIVAC Côte d'Ivoire CI SAU	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Côte d'Ivoire	Bureau Veritas Mineral Laboratories SAU	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Croatie	Bureau Veritas Croatia SARL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Croatie	Inspectorate Croatia Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Cuba	Bureau Veritas sa - Cuba	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Danemark	Bureau Veritas Certification Denmark A/S	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Danemark	Bureau Veritas HSE Denmark AS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Danemark	Bureau Veritas sa - Danemark	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Égypte	Bureau Veritas Egypt LLC	F	90,00	90,00	90,00	90,00
Égypte	Watson Gray (Egypt) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Égypte	Matthew sDaniel Int. (Egypt) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Émirats Arabes	Inspectorate International Ltd Dubai (Branch Office)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Émirats Arabes	Sievert Emirates Inspection LLC	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Émirats Arabes	Matthew sDaniel Services (Bermuda) Ltd. Abu Dhabi Branch	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Émirats Arabes	Bureau Veritas sa - Abu Dhabi	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Émirats Arabes	Bureau Veritas sa – Dubai	S	100,00	100,00	100,00	100,00

Pays	Entreprises	Type	2017		2016	
			% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
Équateur	BIVAC Ecuador SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Équateur	Bureau Veritas Ecuador SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Équateur	Inspectorate del Ecuador SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Équateur	Andes Control Ecuador S.A. Ancoesa	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	Bureau Veritas Iberia S.L	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	Bureau Veritas Inversiones S.L	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	ECA Global'S Investments Heritage And Assets S.L.U	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	Entidad Colaborada De La Administración S.L.U	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	Bureau Veritas Formacion S.A.U	F	95,00	95,00	95,00	95,00
Espagne	Activa, Innovación Y Servicios, S.A.U	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	Instituto De La Calidad, S.A.U.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	Inspectorate Española S.A.U	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	Unicar Spain S.R.L	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Estonie	Bureau Veritas Estonia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Estonie	Inspectorate Estonia AS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	Bureau Veritas Holdings Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	Bureau Veritas Marine Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	Bureau Veritas Certification North America Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	Bureau Veritas CPS Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	BIVAC North America Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	Bureau Veritas North America Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	OneCIS Insurance Company	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	Curtis Strauss LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	National Elevator Inspection Services Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	Inspectorate America Corporation	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	Unicar USA Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	7 Layers Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	Quiktrak Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	Matthew sDaniel Company Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	TMC Marine Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	Summit Inspection Services Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
États-Unis	California Code check Inc.	F	100,00	100,00	-	-
États-Unis	SIEMIC Inc	F	100,00	100,00	-	-
États-Unis	SIEMIC (Shenzhen-China) InfoTech Ltd	F	100,00	100,00	-	-
États-Unis	SIEMIC (Nanjing-China) Infotech Ltd	F	100,00	100,00	-	-
Éthiopie	Bureau Veritas Services PLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Finlande	Bureau Veritas sa – Finlande	S	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas CPS France SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	BIVAC International SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Certification France SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Certification Holding SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	CEP Industrie SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Pays	Entreprises	Type	2017		2016	
			% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
France	Bureau Veritas International SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Services France	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Services SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Tecnitas SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Laboratoire Central des Industries Electriques SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Holding 5	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Holding 6	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Holding 7	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Holding 8	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Environnement Contrôle Services SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	SOD.IA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Coreste SAS	F	99,60	99,60	99,60	99,60
France	Bureau Veritas Laboratoires	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Conception Développement Durable Environnement SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Transcable Halec SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	GUCEL SAS	F	90,00	90,00	90,00	90,00
France	BIVAC Mali SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Océanic Développement SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	MEDI Qual SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Unicar Group SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Construction	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Exploitation	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	HydrOcean	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Marine & Offshore SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas GSIT	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Holding 4	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Holding France	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas sa – France	S	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas sa - Mayotte	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Fujairah	Inspectorate International Ltd Fujairah (Branch Office)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Gabon	Bureau Veritas Gabon SAU	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Georgie	Inspectorate Georgia LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Georgie	Bureau Veritas Georgie LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ghana	BIVAC International Ghana	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ghana	Bureau Veritas Ghana	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ghana	Inspectorate Ghana Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Grèce	Bureau Veritas Hellas AE	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Guatemala	Bureau Veritas CPS Guatemala SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Guinée	BIVAC Guinée SAU	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Guinée	Bureau Veritas Guinée SAU	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Guinée Équatoriale	Bureau Veritas sa - Guinée Équatoriale	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Guyana	ACME Analytical (Lab.) Guyana Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Hongrie	Bureau Veritas Magyarország	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ile Maurice	Bureau Veritas sa - Ile Maurice	S	100,00	100,00	100,00	100,00

Pays	Entreprises	Type	2017		2016	
			% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
Inde	Bureau Veritas Industrial Services Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	Bureau Veritas CPS India Pvt Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	Bureau Veritas India Pvt Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	Inspectorate Griffith India Pvt Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	Bhagavathi Ana Labs Private Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	Sievert India Pvt Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	Bureau Veritas sa – Inde	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Indonésie	PT Bureau Veritas Indonesia LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Indonésie	PT Bureau Veritas CPS Indonesia	F	85,00	85,00	85,00	85,00
Indonésie	PT IOL Indonesia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Indonésie	PT Schutter Inspection Services	F	95,00	95,00	-	-
Indonésie	PT Schutter Laboratory Services	F	49,00	49,00	-	-
Iran	Inspectorate Iran QESHM Ltd	F	99,00	99,00	99,00	99,00
Iran	Bureau Veritas sa - Iran	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Iraq	Honesty Road (Tareek Al Sidik) for testing and engineering services	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Irlande	Bureau Veritas Ireland Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Islande	Bureau Veritas EHF	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Italie	Bureau Veritas Italia Spa	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Italie	Bureau Veritas Italia Holding SPA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Italie	Bureau Veritas Nexta SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Italie	Inspectorate Italia SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Italie	Bureau Veritas Certest SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Italie	CEPAS Srl	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Japon	Bureau Veritas Japan Co. Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Japon	Bureau Veritas Human Tech Co Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Japon	Inspectorate (Singapore) Pte. Ltd. Japan Branch	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Japon	Kanagawa Building Inspection Co. Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Jordanie	BIVAC for Valuation Jordan LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Kazakhstan	Bureau Veritas Kazakhstan LLP	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Kazakhstan	Bureau Veritas Kazakhstan Industrial Services LLP	F	60,00	60,00	60,00	60,00
Kazakhstan	Kazinspectorate Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Kazakhstan	Bureau Veritas Marine Kazakhstan LLP	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Kenya	Bureau Veritas Kenya Limited	F	99,90	99,90	99,90	99,90
Koweït	Inspectorate International Ltd Kuwait	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Koweït	Bureau Veritas sa – Koweït	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Laos	BIVAC LAO Sole Co. Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Laos	Lao National Single Window	F	75,00	75,00	75,00	75,00
Lettonie	Bureau Veritas Latvia Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Lettonie	Inspectorate Latvia Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Liban	Bureau Veritas Liban SAL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Liban	BIVAC Rotterdam Branch in Lebanon	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Liberia	BIVAC Liberia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Liberia	Bureau Veritas Liberia Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Pays	Entreprises	Type	2017		2016	
			% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
Libye	Bureau Veritas Lybia for Inspection & Conformity	F	51,00	51,00	51,00	51,00
Lituanie	Bureau Veritas Lithuania Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Lituanie	Inspectorate Klaipeda UAB	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Luxembourg	Soprefira SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Luxembourg	Bureau Veritas Luxembourg SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Malaisie	Bureau Veritas (M) Sdn Bhd	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Malaisie	Bureau Veritas Certification Malaysia Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Malaisie	Bureau Veritas CPS Sdn Bhd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Malaisie	Inspectorate Malaysia Sdn Bhd	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Malaisie	Scientige Sdn Bhd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Malaisie	Matthew sDaniel (Malaysia) Sdn Bhd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Malaisie	Schutter Malaysia Sdn Bhd	F	100,00	100,00	-	-
Mali	Bureau Veritas Mali SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Malte	Inspectorate Malta Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Malte	Bureau Veritas sa – Malte	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Maroc	Bureau Veritas Maroc SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Maroc	Bureau Veritas sa – Maroc	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Mauritanie	Bureau Veritas sa - Mauritanie	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	BVQI Mexicana SA de CV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	Bureau Veritas Mexicana SA de CV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	Bureau Veritas CPS Mexico SA de CV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	Inspectorate de Mexico SA de CV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	Chas Martin Mexico City Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	Unicar Automotive Inspection Mexico LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	Matthew sDaniel Mexico Branch	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	CH Mexico International I sociedad de responsabilidad Limitada de C.V.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Monaco	Bureau Veritas Monaco SAMAU	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mongolie	Bureau Veritas Inspection & Testing Mongolia LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mozambique	Bureau Veritas Controle Ltda	F	63,00	63,00	63,00	63,00
Mozambique	Bureau Veritas Mozambique Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mozambique	Bureau Veritas - Laboratorios de Tete Ltd	F	66,66	66,66	66,66	66,66
Namibie	Bureau Veritas Namibie Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Nicaragua	Inspectorate America Corp. - Nicaragua	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Nigéria	Bureau Veritas Nigeria Ltd	F	60,00	60,00	60,00	60,00
Nigéria	Inspectorate Marine Services (Nigeria) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Norvège	Bureau Veritas Norway AS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Norvège	Matthew sDaniel International (Norge) A/S	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Nouvelle Calédonie	Bureau Veritas sa - Nouvelle Calédonie	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Nouvelle Zélande	Bureau Veritas New Zealand Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Oman	Inspectorate International Ltd Oman	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Oman	Sievert Technical Inspection LLC	F	70,00	70,00	70,00	70,00
Oman	Bureau Veritas Middle East Co. LLC	F	70,00	70,00	70,00	70,00

Pays	Entreprises	Type	2017		2016	
			% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
Ouganda	Bureau Veritas Uganda Limited	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pakistan	Bureau Veritas Pakistan (Private) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pakistan	Bureau Veritas CPS Pakistan Ltd	F	80,00	80,00	80,00	80,00
Panama	Bureau Veritas Panama SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Panama	Inspectorate de Panama SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Papouasie Nouvelle Guinée	Succursale de Bureau Veritas Asset Integrity and Reliability Services Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Paraguay	BIVAC Paraguay SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Paraguay	Inspectorate Paraguay SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Paraguay	Schutter Paraguay SA	F	100,00	100,00	-	-
Pays-Bas	BIVAC Rotterdam	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Bureau Vertas Inspection & Certification The Netherlands Bureau Veritas	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Risk Control Bureau Veritas	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Bureau Veritas Marine Netherlands Bureau Veritas	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Bureau Veritas Nederland Holding	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Inspectorate Bureau Veritas	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Inspectorate II Bureau Veritas	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	IOL Investments Bureau Veritas	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Inspectorate Ipechem Inspectors Bureau Veritas	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Inspectorate Curaçao NV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Certificatie Instelling Voor Beveiliging en Veiligheid B.V	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Schutter Certification BV	F	100,00	100,00	-	-
Pays-Bas	Schutter Groep BV	F	100,00	100,00	-	-
Pays-Bas	Schutter Havenbedrijf BV	F	100,00	100,00	-	-
Pays-Bas	Schutter International BV	F	100,00	100,00	-	-
Pays-Bas	Schutter Rotterdam BV	F	100,00	100,00	-	-
Pérou	BIVAC del Peru S.A.C	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pérou	Bureau Veritas del Peru SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pérou	Inspectorate Services Peru SAC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pérou	Tecnicontrol Ingenieria SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Philippines	Inspectorate International Ltd (Philippines branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Philippines	Inspectorate Philippines Corp.	F	80,00	80,00	80,00	80,00
Philippines	Schutter Philippines Inc	F	100,00	100,00	-	-
Philippines	Bureau Veritas sa - Philippines	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Pologne	Bureau Veritas Polska Spolka Spolka z ograniczona odpow iedzialnoscia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Porto Rico	Inspectorate America Corporation Puerto Rico	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Portugal	Bureau Veritas Certification Portugal SARL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Portugal	Registro International Naval - Rinave S.A .	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Portugal	Bureau Veritas Rinave Sociedade Unipessoal Lda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Portugal	BIVAC Iberica Unipessoal, Lda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Portugal	Inspectorate Portugal S.A.	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Pays	Entreprises	Type	2017		2016	
			% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
Qatar	Inspectorate International Ltd Qatar LLC	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Qatar	Sievert International Inspection WLL	F	49,00	34,30	49,00	34,30
Qatar	Bureau Veritas International Doha LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Qatar	Bureau Veritas sa - Qatar	S	100,00	100,00	100,00	100,00
République centrafricaine	BIVAC Export RCA SARL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
République démocratique du congo	BIVAC République Démocratique du Congo SARL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
République démocratique du congo	Société d'Exploitation du Guichet Unique du Commerce Extérieur de la RDC	F	70,00	70,00	70,00	70,00
République Dominicaine	Inspectorate Dominicana S.A.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
République Dominicaine	ACME Analytical Laboratories (R.D.) SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
République Tchèque	Bureau Veritas Czech Republic, spol. s r.o.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Roumanie	Bureau Veritas Romania Controle International Srl	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Roumanie	Inspect Balkan SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Bureau Veritas Certification Holding SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Bureau Veritas Certification UK Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Bureau Veritas UK Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Bureau Veritas CPS UK Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Bureau Veritas UK Holdings Limited	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Inspectorate Holdings PLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Inspectorate International Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Matthew sDaniel Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Matthew sDaniel Holdings Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Matthew sDaniel International (London) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Matthew sDaniel International (Africa) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	HCD Building Control Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	TMC OFFSHORE Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	TMC (Marine Consultants) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Maritime Assurance & Consulting Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	MAC Resourcing Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Bureau Veritas sa - Royaume Uni	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Russie	Bureau Veritas Rus OAO	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Russie	Bureau Veritas Certification Russia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Russie	JSC Inspectorate Russia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Russie	Unicar Russia LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Russie	LLC Matthew sDaniel International (Rus)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Rw anda	Bureau Veritas Rw anda Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Sénégal	Bureau Veritas Sénégal SAU	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Serbie	Bureau Veritas Serbia D.O.O.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Branch Office Singapore - Tecnicas	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Bureau Veritas Singapore Pte Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Pays	Entreprises	Type	2017		2016	
			% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
Singapour	Bureau Veritas Marine Singapore Pte Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Atomic Technologies Pte Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Inspectorate (Singapore) Pte Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Matthew sDaniel International Pte. Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Sievert Veritas Pte Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	CKM Consultants Pte Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	7 Layers Asia Private Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	TMC Marine Pte Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Schutter Inspection Services Pte Ltd	F	100,00	100,00	-	-
Slovaquie	Bureau Veritas Slovakia Spol	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Slovénie	Bureau Veritas Slovenia D.O.O.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Sri Lanka	Bureau Veritas CPS Lanka (Pvt) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Sri Lanka	Bureau Veritas Lanka Private Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Suède	Bureau Veritas Certification Sverige AB Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Suède	LW Cargo Survey AB	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Suède	Bureau Veritas sa - Suède	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Suisse	Bureau Veritas Sw itzerland AG	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Suisse	Inspectorate Suisse SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Syrie	BIVAC Branch Syrie	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Tahiti	Bureau Veritas sa - Tahiti	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Taïwan	Branch Office of Bureau Veritas CPS Hong-Kong in Taïwan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Taïwan	Bureau Veritas Certification Taïwan Co. Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Taïwan	Bureau Veritas Taïwan Limited	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Taïwan	Advance Data Technology Corporation	F	99,10	99,10	99,10	99,10
Taïwan	Bureau Veritas CPS (Hong Kong) Limited Taoyuan Branch	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Taïwan	Bureau Veritas sa - Taïwan	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Taïwan	SIEMIC- Taïwan Branch	F	100,00	100,00	-	-
Tanzanie	Bureau Veritas-USC Tanzania Ltd	F	60,00	60,00	60,00	60,00
Tanzanie	Bureau Veritas Tanzania Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Tchad	Bureau Veritas Tchad SAU	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Tchad	BIVAC Tchad SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Tchad	Société d'inspection et d'Analyse du Tchad (SIAT SA/CA)	F	51,00	51,00	51,00	51,00
Thaïlande	Bureau Veritas Thailand Ltd	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Thaïlande	Bureau Veritas CPS Thailand Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Thaïlande	Bureau Veritas Certification Thailand Ltd	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Thaïlande	Inspectorate (Thailand) Co Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Thaïlande	Sievert Thailand Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Thaïlande	Matthew sDaniel International (Thailand) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Togo	Bureau Veritas Togo SARLU	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Togo	Société d'Exploitation du Guichet Unique pour le Commerce Extérieur - SEGUCE SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Pays	Entreprises	Type	2017		2016	
			% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
Trinité et Tobago	Inspectorate America Trinidad Branch	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Tunisie	Société Tunisienne de Contrôle Veritas SA	F	49,90	49,90	49,90	49,90
Turkmenistan	Inspectorate Suisse SA Turkmenistan branch	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Turquie	Bureau Veritas Gozetim Hizmetleri Ltd Sirketi	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Turquie	Bureau Veritas CPS Test Laboratuvarlari Ltd. Sti.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Turquie	Inspectorate Uluslararası Gozetim Servisleri A.S	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Turquie	Bureau Veritas Deniz ve Gemi Sınıflandırma Hizmetleri Limited Sirketi	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Turquie	ACME Analitik Lab. Hizmetleri Ltd. Sirketi	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ukraine	Bureau Veritas Ukraine Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ukraine	Bureau Veritas Certification Ukraine	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ukraine	Inspectorate Ukraine LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Uruguay	Bureau Veritas Uruguay SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Uruguay	Schutter Americas S.A	F	100,00	100,00	-	-
Venezuela	BVQI Venezuela SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Venezuela	Bureau Veritas de Venezuela	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Vietnam	Bureau Veritas Vietnam Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Vietnam	Bureau Veritas Certification Vietnam Limited	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Vietnam	Bureau Veritas CPS Vietnam Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Vietnam	Inspectorate Vietnam LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Vietnam	Matthew sDaniel International (Vietnam) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Yemen	Inspectorate International Ltd Yemen	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Zambie	Bureau Veritas Zambia Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Zimbaw e	Bureau Veritas Zimbaw e	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Sociétés consolidées par mise en équivalence

Pays	Entreprises	Type	2017		2016	
			% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
Chine	Beijing 7Layers Huarui Communications Technology Co., Ltd.	F	50,00	50,00	50,00	50,00
France	Assistance Technique et Surveillance Industrielle - ATSI SA	F	49,92	49,92	49,92	49,92
Japon	Japan Analysts Co. Inc	F	50,00	50,00	50,00	50,00
Jordanie	Middle East Laboratory Testing & Technical Services JV	F	50,00	50,00	50,00	50,00
Royaume Uni	UCM Global Ltd.	F	50,00	50,00	50,00	50,00
Royaume Uni	Unicar GB Ltd	F	50,00	50,00	50,00	50,00
Russie	Bureau Veritas Safety LLC	F	49,00	49,00	49,00	49,00

Sociétés consolidées par quote part des actifs et passifs

Pays	Entreprises	Type	2017		2016	
			% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
France	GIE CEPI CTE ASCOT	F	55,00	55,00	55,00	55,00

2.3 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2017 (PERIODE DU 1ER JANVIER AU 30 JUIN 2017)

Aux Actionnaires,

BUREAU VERITAS

40/52, Boulevard du Parc
92200 Neuilly-sur-Seine

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Bureau Veritas, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris, le 28 Juillet 2017

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Christine Bouvry

Ernst & Young

Nour-Eddine Zanouda

3. DECLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé figurant au Chapitre 2 – Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2017 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant au Chapitre 1 – Rapport semestriel d'activité au 30 juin 2017 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes consolidés au 30 juin 2017, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice 2017.

Neuilly-sur-Seine, le 28 Juillet 2017

Didier Michaud-Daniel
Directeur Général de Bureau Veritas



**BUREAU
VERITAS**

Move Forward with Confidence

Immeuble Newtime, 40/52, Boulevard du Parc – 92200 Neuilly-sur-Seine – France
Tél. : +33 (0)1 55 24 70 00 – Fax : +33 (0)1 55 24 70 01 – www.bureauveritas.fr